

LE CHEMINOT DE FRANCE

ORGANE de la FÉDÉRATION des SYNDICATS CHRÉTIENS des CHEMINOTS de FRANCE et des TERRITOIRES d'OUTRE MER

L'OPÉRATION de remise en ordre de nos structures de rémunération, opération que la C. F. T. C. n'avait cessé de réclamer depuis de nombreuses années, est maintenant terminée, au moins dans sa première phase.

Les mensonges, les confusions volontaires, les chiffres faux fournis par certaines organisations, les calomnies même n'ont pas contribué à clarifier la situation.

Devant des grèves anarchiques menées dans la confusion et exploitant abusivement le mécontentement des Cheminots, la C. F. T. C. rappelle son attitude constante pour

une action dans la clarté

Pour y voir clair, il convient d'abord de séparer les problèmes. La question des structures de notre rémunération est distincte de celle du crédit nécessaire à l'augmentation des salaires et retraites. Les 40 heures sont également à examiner à part.

1° Les structures de rémunération

LA C. F. T. C. a donné son accord aux nouvelles structures qui, sans être parfaites, sont meilleures que le système ancien dont personne ne voulait plus. Rappelons-en les avantages :

- Une grille réelle indéformable appliquée sur un salaire de base au niveau du S. M. I. G., ce qui garantit, de fait, une indexation de nos salaires et retraites ;
- Une certitude pour les cheminots d'obtenir, non pas seulement 11 %, mais 16 % d'augmentation (à l'indice A), ce qui correspond au retard chiffré par les organisations syndicales ;
- Une revalorisation plus importante des retraites et, en particulier, des petites retraites ;
- La possibilité, pour les cheminots qui ne changent pas d'échelle, d'obtenir l'indice B, c'est-à-dire une augmentation supplémentaire de 5 % ;
- Enfin, la garantie de discuter rapidement des problèmes de la modernisation, donc des revendications catégorielles.

Bien sûr, tout cela est échelonné dans le temps selon un calendrier dont nous avons seulement pris acte et dont nous considérons les étapes comme trop éloignées. Si nous sommes d'accord avec les nouvelles structures, nous ne le sommes pas avec les étapes et cela pose la question du crédit mis à la disposition de la S. N. C. F. pour 1960.

2° Le crédit

CE n'est d'ailleurs pas une position nouvelle de la C.F.T.C. Les cheminots se souviendront qu'en décembre 1959, lorsque le crédit a été fixé, nous avions pour notre part refusé de participer à la répartition d'une somme que nous estimions insuffisante et que les organisations qui avaient siégé à la Commission Mixte (C. G. T. et F. O. en particulier) avaient laissé à la Direction S. N. C. F. le soin de répartir les 2,7 %.

Maintenant que le nouveau système est en vigueur, la C. F. T. C. est d'accord pour en raccourcir les délais d'application. Les cheminots doivent cependant savoir qu'il s'agit là d'une lutte qui sera longue et difficile, et que ce n'est, ni une grève de 24 heures, ni des actions menées en ordre dispersé qui ont des chances d'être efficaces.

3° Les 40 heures

LE retour progressif à la semaine de 40 heures est, non seulement une revendication que défend la C. F. T. C., mais une de celles qu'elle entend défendre avec énergie, car c'est à la fois un problème de justice à l'égard des cheminots et un problème national. Le président de la Commission Mixte ayant indiqué qu'il s'agissait d'un problème de gouverne-

ment, nous avons saisi le gouvernement en la personne de son Premier Ministre. Si notre demande était ignorée ou éludée, cela pourrait être très grave de conséquences...

4° L'unité et l'action

LA Fédération C. F. T. C. des cheminots, qui, depuis quatre ans, s'était patiemment employée à réaliser au sommet l'unité d'action de l'ensemble des Fédérations, n'a pas varié dans ses positions de fond à ce sujet et a toujours respecté les engagements pris en commun.

La C. F. T. C. est toujours pour l'unité d'action, mais elle la veut dans la clarté et la loyauté, sur des objectifs clairement définis en commun. Il ne s'agit pas seulement de crier « Unité, Unité », pour qu'elle se réalise. Tant que nous serons des hommes libres, nous serons prêts à discuter d'égal à égal avec la C. G. T., mais nous ne serons jamais des suiveurs. Les positions unilatérales prises par la C. G. T. depuis un mois, les contacts qu'elle a volontairement rompus, les injures et calomnies dont elle abuse quotidiennement les militants C. F. T. C., tout cela est loin de créer ce climat d'unité et d'entente qui serait indispensable à la victoire des cheminots.

Quant à l'action à mener, le Bureau de notre Fédération la décidera en toute liberté, en tenant compte des réponses qui seront fournies à nos revendications, en particulier sur les étapes et les 40 heures, et de la volonté de nos adhérents. Il le fera en toute connaissance de cause, en pesant ses responsabilités, en les assumant totalement, car c'est là le rôle d'une organisation syndicale responsable.

Dire la vérité aux cheminots, prendre toutes ses responsabilités, telle a toujours été la ligne de conduite de notre Fédération. Ce sera vrai demain comme hier.

P. BUTET.

Dans ce numéro :

EN PAGE 3

L'augmentation de juin et la nouvelle grille.

EN PAGES 4 ET 5

La vérité sur l'action de la C.F.T.C.

EN PAGE 6

Le barème de la gratification d'exploitation.

EN PAGE 8

Pour les 40 heures.

LA C.F.T.C.

doit parler :

PAIX EN ALGÉRIE

A travers tout le pays, la C. F. T. C. a engagé une semaine d'information et d'action pour la paix en Algérie

La C.F.T.C. ne peut que constater que le poids de la guerre d'Algérie et ses conséquences directes sur le plan humain, social et économique, ne cessent de s'accroître. LA GUERRE D'ALGERIE COUTE DE PLUS EN PLUS CHER ET, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, LES TRAVAILLEURS EN SUPPORTENT UNE LARGE PART. A long terme, la guerre d'Algérie compromet l'ensemble de l'économie française.

Le poids des souffrances et des deuils, des inquiétudes et des menaces se fait de plus en plus insupportable.

La prolongation et l'aggravation du conflit algérien pèsent sur la démocratie même de notre pays ; ELLE EST DE PLUS EN PLUS SOURCE DE DÉSORDRE ET DE MENACES QUE NOUS DEVONS DENONCER LES UNS COMME LES AUTRES : juridictions d'exception ; mesures d'internement

administratif ; camps d'internement en Algérie et en France ; tortures et sévices de part et d'autre ; terrorisme en métropole ; saisie de journaux ; propagande « orientée », etc.

Depuis 1953 où la confédération internationale des syndicats chrétiens déclarait que les relations entre les peuples ne sauraient dépendre de la violence ni être dominées par la haine, la C.F.T.C. n'a cessé de rappeler que TOUS LES HOMMES, TOUS LES PEUPLES DOIVENT AVOIR LE DROIT DE DETERMINER EUX-MEMES, LIBREMENT, LEUR DESTIN ET CECI DANS LA PAIX.

En avril 1960, le 110^e Comité National déclarait notamment :

« Au moment où les perspectives de solution pacifique du drame algérien tendent à s'effacer chaque jour davantage et où les conséquences éco-

nomiques et sociales, politiques et psychologiques de la guerre se font de plus en plus insoutenables.

Le Comité national rappelant les positions constantes de la C.F.T.C., souligne que le retour à la paix en Algérie ne peut résulter que d'un accord entre les deux camps... »

A cette campagne, la C.F.T.C. en appelle à tous les travailleurs. LE COMBAT POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE EST INSEPARABLE DES LUTTES A MENER POUR LE RETABLISSEMENT, DANS LA VIE NATIONALE, DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA DEMOCRATIE ET POUR LA FIN DE LA GUERRE D'ALGERIE.

C'est à travers tous ces efforts, les nôtres et ceux des autres, que se prépare le développement de cet immense mouvement d'opinion nécessaire pour entraîner la France et avec elle l'Algérie, dans les voies de la justice et de la paix.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs
SUR LES ÉTABLISSEMENTS
E. MUGLER fils
à VALENCE (Drôme)
FABRIQUE
D'HORLOGERIE
BIJOUTERIE
GRAND CHOIX DE
BIJOUX POUR MARIAGES
Montres pour Hommes et pour Dames
Chaines, Médailles, Colliers,
Bagues, Boucles d'oreilles,
Bracelets, etc., etc
ENVOI FRANCO sur demande
du Catalogue et d'assortiments
au choix

CADEAUX
Horlogerie
Garantie
FACILITES & CONDITIONS SPECIALES à nos adhérents
Service offert
Couture à table,
CARILLONS,
CYCLES de PRÉCISION
Jumelles - Stylographes
MACHINES à COUDRE
ARMES, PHONES, T.S.F., PHOTO
CREDIT AU
GRÉ du CLIENT

HOTELS RECOMMANDÉS

NICE HOTEL-PENSION GILBERT
14, rue Pertinax
PLEIN CENTRE TOUT CONFORT
Prix très modérés Ecrire

ENTRE
Les sanctuaires de LOURDES et
les sanctuaires de BETHARRAM
VISITEZ
les GROTTES de
BETHARRAM

LOURDES Pension de famille « La Py-
réenne », 9, rue du Bourg,
à 5' Sanct. Recommandé aux cheminots.

LOURDES Hôtel Plaisance, 1, rue Notre-
Dame, à 5 min. des sanctuaires.
Recommandé aux cheminots.

LOURDES Pension de famille Courtand,
19, rue des Pyrénées, cuis.
soig. Px mod. Rdé aux cheminots.

A LOUER vacances: 2 ch., cuis., confort.
Mlle LOUSTALET à ARETTE (B.-P.).

LOURDES
Hôtel Bourgogne et Bretagne
20, avenue Peyramale — Tél. 138
Ascenseur — Prés des Sanctuaires

LOURDES Pens. N.-D. de la Joie, 13,
rue du Fort. Prix modéré.

LOURDES Hôt. Saint-Jude, 57, rue du
Bourg, Tél. 6-53. Cuis. soign.
Réduction aux cheminots.

LOURDES (H.-P.) Pension « SALIS-
PENE », 4, chaus. du Bourg,
Tél. 13-69. Lén. par Fils de Cheminot
PRIX SPECIAUX

LOURDES Pens. de Fam. « A Saint-Vin-
cent de Paul », 52, bd de la
Grotte, 2 min. des Sanctuaires. Px spéc.
pr Cheminots. Bon gîte. Cuis. soignée.

LOURDES Hôtel de Rome, ABADIE
FOURMENT (parent agent activité),
propriétaire. Prix spéciaux cheminots.

LOURDES Pension du Bourg, 49, rue du Bourg
Cuisine soignée — Prix pour cheminots

LOURDES Pension MAYSONNAVE
Tout confort —
Cuisine soignée. Prix modérés
Recomm. groupes et familles. Garages

SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE (Cor-
rèze). Hôtel « BEAU SITE ». Panorama.
Cdre unique F. cuis., pêche, excurs.
13,50 à 17,50 net suivant saison.

CAPVERN-LES-BAINS (Htes-Pyrénées).
« CHALET DU BOULEVARD ». Pension
famille. Tout confort. Prix spéciaux
pour familles.

MENTON MEUBLE DU RAIL, 18, rue
Cabrolles. Arrang. p. tous log. Soleil.

HOTEL DU MUSEUM
9, rue Buffon (Gare Austerlitz)
LE FOYER DU CHEMINOT !

Hôt.-Pens. MAGALI, 63, av. Borriglione
Nice. Sais. été : 19 à 21 NF. Tout
compr. sauf boiss. Jardin, soleil.

CHENONCEAUX (I.-et-L.) Hôt. « LES
TERRASSES ». Joli site, pêche, mais.
tt. conf. prend pens. retr., Repos.

VENDS : Veaux, Porcs, Agneaux,
Brebis pleines, Bœufs, chèvres, JOLY,
SAINT-DENIS-MARTEL. Lot.

ELECTRO-POMPES automatiques avec
ou sans réservoir d'eau sous pression.
Matériel neuf de première marque. Ga-
ranti 2 ans. Prix et qualité imbatta-
bles. SOFEC, 9, boulevard Péréire,
PARIS (17°).

Pour toutes vos ASSURANCES

- Automobiles
- et Cyclomoteurs
- Incendie
- Crédit Automobile

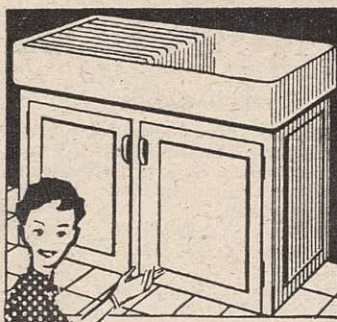
Cheminots C.F.T.C.,

CONSULTEZ

SO.GE.TE.CO.

9, rue Buffault - PARIS (9°)
TRU. 50-20

ASSUREUR-CONSEIL
DE VOTRE FEDERATION



Exceptionnel

Pour 139 NF

CET ENSEMBLE CUISINE

comportant: évier-égout-
toir 100x50 en grès émail-
lé blanc, siphon et meu-
ble ébénisterie poncé
et tout le Sanitaire
à des prix
introuvables ailleurs
SALLES DE BAINS
COMPLETES, blanc et
couleur, depuis 380 NF
LAVABOS, depuis 9 NF
CUVETTES W.-C. 18 NF
REMISE SPECIALE
AU PERSONNEL S.N.C.F.

**ATELIER
SANITAIRES
PARISIENS**
133, av. de Clichy
Métro
BROCHANT
MAR. 95-69

Catalogue complet n° 8 bis contre
0,50 NF en timbres pour frais envoi
CREDIT CÉLESTIN
Livrais. ou expéd. ds tte la France

Précision
Garantie
Qualité
★
GLEIZES
HORLOGER
JOAILLIER
DEPUIS 1866
107, rue Saint-Lazare
PARIS (9°) • TRI 00-95
Très grand choix de bagues
de fiançailles, clips, bracelets,
colliers et d'articles d'orfèvrerie
à des prix très étudiés
Concessionnaires des montres
Eterna, Jaeger, Lip, Longines,
Omega, Tissot, Zenith
CATALOGUE GRATUIT
— SUR DEMANDE —

CONSTRUCTEUR
solde machines à laver neuves
garanties deux ans
légers défauts d'aspect
4 kg, minuterie, essoreuse, pompe
— chauffage —
LABEL APEL USE
390 N.F. Valeur : 740 N.F.
Ets DELAHAYE
41, rue des Arts, LILLE

VINS EN FUTS DIRECTEMENT
PROPRIETE
PULTZ Louis, ret. SNCF Aubais (Gard)

VIN ROUGE NATUREL
Prix spéciaux pour Cheminots
Charles BARDON — VINS —
MILHAUD (Gard)

EMPLOYÉS S.N.C.F. - POUR VOS VINS
Vve AIMÉ MARTIN - Vigneron - AUBAIS (Gard)

TARIF SUR DEMANDE

André CHARRIER est décédé



NOTRE ami André CHARRIER,
Conseiller fédéral, n'est
plus. Il s'est éteint le
soir du 13 mai après une longue
et douloureuse maladie au cours
de laquelle il ne cessa de garder
sa volonté tenace et sa lucidité.
Le dernier qui le vit fut CHA-
PLAIS. Il s'entretenait avec lui de
tous ses amis, des syndicats, puis
il s'assoupit, et expira doucement
deux heures après.

CHARRIER était un lutteur, un
combattif. Je le vois encore arri-
ver dans nos locaux de la rue Ca-
det. Jeune auxiliaire il venait
m'apporter un projet de tract sur
la situation de cette catégorie et
il me demandait que la Fédéra-
tion le fasse sien. Dès cette pre-
mière rencontre je le connus tout
entier ardent, opiniâtre et je lui
fis confiance. Il fut dès ce mo-
ment farouchement attaché à la
C.F.T.C. Il fut le combattant, celui
qui part à l'assaut ; en 1953 il
fut le galvanisateur de nos ma-
nifestations de Paris et de Nancy.
Aux moments difficiles d'août 1953
il fut dans nos réunions de mili-
tants le debater dur, tout d'une
pièce. Puis la décision prise il par-
tait dans les meetings et expli-
quait la situation. Lorsque fut dé-
cidée la fin de la grève il reven-
ait d'un meeting à Châlons-sur-
Marne trempé, fiévreux, il était
revenu à moto sous une pluie
battante. Aussitôt il repartit cou-
rageusement dans une réunion dif-
ficile en plein Paris expliquer pour-
quoi il fallait reprendre le tra-
vail.

Il avait eu une enfance dure.
Orphelin de bonne heure il avait
du s'empoigner tout jeune avec la
vie. Il avait travaillé durement et
avait acquis le sens de la lutte
en luttant lui-même pour sa vie
propre et celle de sa famille, pour
laquelle il montrait un dévouement
inlassable.

Après 10 années passées comme
Secrétaire Général adjoint, puis
secrétaire général de l'Union il
montra la mesure de son âme de
militant. Pour réaliser l'union de
tous il se sacrifia. Il rentra dans
le rang non pas pour y rester
inactif, mais en accentuant en-
core son action dans son milieu
de travail.

Ils l'avaient tous compris les
camarades qui sont venus le con-
duire à sa dernière demeure venus
de tout l'Est et des résidences les
plus lointaines. Une dernière fois
nous l'avons suivi comme lorsqu'il
marchait en tête dans nos manifes-
tations. André, repose en paix.
Tu as bien servi tes frères de
travail.

M. NICKMILDER,
Président Fédéral.

ASSURANCE AUTO-MOTO

CHEMINOTS, vous avez droit au
tarif réduit d'assurance obligatoire
avec ristourne chaque année sans
accident et recours pour récupérer
vos réparations.

Cabinet ADAM

Assureur agréé
181, rue Lafayette, Paris
(près gares Nord et Est)

COURRIER DE LA MUTUELLE

Assemblée Générale 11 Juin 1960

Nos sociétaires doivent avoir
tous reçu une convocation pour
l'Assemblée Générale de notre Mu-
tuelle qui aura lieu le samedi
11 juin, à 14 h. 30, 26, rue de
Montholon (Salle n° 1).

Nous pensons que tous ceux
qui le pourront ne manqueront pas
d'y assister, prouvant ainsi tout
l'intérêt qu'ils portent à notre so-
ciété, dont le seul but est de leur
venir en aide.

Ceux qui ne pourront pas venir
devront envoyer leur vote par cor-
respondance, comme indiqué dans
la convocation qu'ils ont reçue.

OFFRES EXCEPTIONNELLES

MACHINES A LAVER « WILSON ».
Semi-automatiques 5 kg. Valeur réelle
1.790 NF, C.I.A. 1.140 NF.

REFRIGERATEUR « WILSON », 200 l.,
groupe USA TECUMSEH. Valeur réelle
1.780 NF, C.I.A. 1.150 NF, disponible en
180, 150, 140, 120, 110 l. (Nous consulter).

TELEVISEUR 43 cm. « PATHE MAR-
CONI », splendide présentation, fonc-
tionnement impeccable. Val. 1.380 NF,
C.I.A. 799 NF.

TELEVISEUR 54 cm. dernier mod. 1960,
110 W., tout écran, appareil sensation-
nel. « ELECTRIC GENERAL ». Valeur
1.790 NF, C.I.A. 1.080 NF.

TABLES TELEVISION 43 ou 54 cm.
Valeur réelle 120 NF, C.I.A. 54 NF.

RADIO COMBINES « BLAUPUNKT »,
importation. Val. réelle 2.100 NF; prix
C.I.A. 1.300 NF.

COMBINE « PATHE-MARCONI » type
886 C, grand meuble, 6 haut-parleurs
avec tourne-disque 6 vitesses, 1.150 NF.

BEBE « GRAMMONT », 6 transistors.
Valeur réelle 296 NF, C.I.A. 159 NF.

ELECTROPHONE « MELODYNE », pro-
duct. Pathé-Marconi. Prix réel 270 NF,
C.I.A. 149,50 NF.

STEREOPHONE 2 Claude Paz et Vis-
seaux. Valeur 700 NF, C.I.A. 450 NF.

POSTES TRANSISTORS « OCEANIC »,
dernier modèle. Val. 530 NF, prix C.I.A.
340 NF.

POSTE « PATHE-MARCONI », modula-
tion de fréquence. Prix officiel 689 NF,
vendu 360 NF.

POSTES ALLEMANDS d'importation
« OLYMPIA », dernier modèle, présen-
tation splendide. Prix 1.330 NF, C.I.A.
680 NF.

POSTES ALLEMANDS « EMUD », ap-
pareils sensationnels. Valeur 1.300 NF,
C.I.A. 690 NF.

CUISINIÈRES « BRACHET-RICHARD »,
dernier modèle. 4 feux : 349 NF; va-
leur 580 NF.

MOULINS A CAFE « JAPY ». Val.
36 NF, C.I.A. 16,50 NF.

ASPIRATEURS SUEDOIS, le summum
de la qualité, 110 ou 220 volts. Valeur
385 NF, C.I.A. 165 NF.

RASOIRS « VISSEUX ». Prix officiel
78 NF, C.I.A. 39,50 NF.

Marchandises neuves,
emballage d'origine, garantie d'usine.
Etablissements C. I. A.,
20-22, rue Godefroy-Cavaignac, Paris-11°
(VOL. 45-51 et ROQ. 50-53)

Avons en stock cuisinières, réchauds,
aspirateurs et tout électro-ménager : de
40 à 70 % de remise sur les prix détail.

VINS ROUGES DE TABLE
VINS FINS - BANYULS
MUSCATS VIEUX
Demandez prix et conditions
spéciales pour Cheminots
Ets MARCEL BOY
RIVESALTES (P.-O.)

COTISATION 1960

Certains de nos adhérents ma-
nifestent leur surprise de recevoir
un rappel pour le versement de leur
cotisation alors qu'ils croyaient ne
pas devoir envoyer la somme avant
le mois de juillet.

A ce sujet, nous croyons devoir
rappeler à ceux de nos amis qui
lisent parfois d'une façon un peu
« sommaire » la correspondance
qu'ils reçoivent, que dans le cou-
rant de l'année 1959, il a été
décidé de ramener au 31 décem-
bre toutes les échéances de coti-
sations. Bien entendu les sommes
versées à l'avance pour l'année
1960 seront déduites de la coti-
sation demandée pour cette année.
Mais la cotisation est maintenant
exigible dès le mois de janvier de
chaque année et nous demandons
qu'elle soit versée autant que pos-
sible au cours du premier semestre
de l'année. Ces nouvelles disposi-
tions facilitent notre travail de
comptabilité et de contrôle de
versements.

Nous insistons auprès de nos
sociétaires pour qu'ils veillent
bien en prendre note et s'y confor-
mer à l'avenir.

D'avance, nous leur disons merci.

Les syndicats d'Algérie restent fidèles à la C.F.T.C.

A la suite de l'exclusion de
la C.F.T.C. d'un certain nombre
de dirigeants de notre Union des
Syndicats d'Algérie, ceux-ci ont
tenté d'user abusivement du ti-
tre de l'organisation en faisant
paraître des communiqués dans
la presse algéroise. La Fédéra-
tion a, dans le souci de réta-
blir la vérité publié le commu-
iqué ci-dessous :

Paris, le 23 mai 1960.

Différents communiqués pa-
rus dans la Dépêche Quotidi-
enne d'Alger, l'Echo d'Alger et
le Journal d'Alger, et un com-
munique diffusé par l'A.F.P. le
19 mai 1960, annoncent :
« L'Union des Syndicats chré-
tiens des Cheminots d'Algérie
quitte la C.F.T.C. »

Ceci est absolument faux.

Certains dirigeants exclus de-
puis le 18 février 1960 de cette
Organisation par la Fédération
des Syndicats chrétiens des Che-
minots de France et la C.F.T.C.,
ont convoqué un Congrès au
cours duquel ils ont fondé une
Union des Syndicats profession-
nels des Cheminots de la S.N.
C.F.A. Cette Union n'a, en ver-
tu du droit syndical et du pro-
tocolaire sur le droit syndical en
vigueur à la S.N.C.F.A., aucun
caractère de représentativité.

L'Union des Syndicats chré-
tiens des Cheminots d'Algérie
(C.F.T.C.), représentative, con-
tinuée, animée par un Comité
dont les principaux responsables
sont : le secrétaire du Secteur
d'Oran, celui de Constantine et
celui de l'Algérois.



POUR
30 NF
il est à vous

et 6 versements de 30 NF

Le d'ASSAS-LUX
avec Télématre :
L'appareil de l'an 1960 pour
le triomphe de la photo en
noir et en couleurs. Objectif
très lumineux Boyer à lentilles traitées - Obtur-
rateur : Pose, vitesses lentes et instantanées
jusqu'à 300° de seconde. Déclencheur sur le
boîtier évitant les "bougies", prise flash, prise
pour retardateur, écran de pied, viseur
iconomètre très clair. Sac cuir véritable, valeur
30 NF, offert aux Clients passant commande
immédiatement en joignant cette annonce.



Pour
15 NF
il est à vous

et 6 versements de 17,50 NF

Le CADY 6 x 6 permet 12 splen-
dides vues 6 x 6 - Tout métal gai-
né il comporte : 1 Objectif lumi-
neux Anastigmat 1:6, 3 F. 75 mm.
1 Obturateur de classe pose et
instantanés 25° & 75° de seconde, prise flash,
griffe pour Télématre. Supplément pour le
Télématre 21 NF. Sac cuir véritable, valeur
30 NF, offert aux Clients passant commande
immédiatement en joignant cette annonce.

Avec
garantie
de 3 ans

SOCIÉTÉ D'HORLOGERIE du DOUBS - 106, r. Lafayette, PARIS X°

AUGMENTATIONS BRUTES A LA 1^{re} ÉTAPE

Juin 1960 par rapport à Mai 1960

Echelle	Echelon	Augmentation mensuelle (Primes exclues)	Augmentation de la prime			1/12 augmentat. ou diminution de la P. F. A.	Augmentation totale	
			Adm.	EX/VB	MT		Adm.	EX/VB
1	Essai 5	5,90	3,10	5,30	5,30	+ 3,50	12,50	14,70
		5,20	3,10	5,30	5,30	+ 2,60	10,90	13,10
		9,30	3,10	5,30	5,30	+ 2,30	14,70	16,90
2	Essai 2	6,30	3,50	6,80	6,80	+ 3,00	12,80	16,10
		7,20	3,50	6,80	6,80	+ 2,80	13,50	16,80
		12,10	3,50	6,80	6,80	+ 2,30	17,90	21,20
3	Essai 5	5,50	2,90	5,80		+ 2,50	10,90	13,80
		10,10	2,90	5,80		+ 2,30	15,30	18,20
		12,60	2,90	5,80		+ 2,00	17,50	20,40
4	Essai 5	7,50	2,30	4,80		+ 2,20	12,00	14,50
		9,70	2,30	4,80		+ 1,80	13,80	16,30
		9,70	2,30	4,80		+ 1,80	13,80	16,30
5	Essai 5	7,40				+ 1,80	9,20	
		8,90				+ 1,80	10,70	
		8,30				+ 1,80	10,10	
6	Essai 7	12,60				+ 2,00	14,60	
		8,00				+ 1,70	9,70	
		9,50				+ 1,90	11,40	
7	Essai 7	13,10				+ 2,10	15,20	
		8,80				+ 1,90	10,70	
		9,10				+ 1,90	11,00	

Echelle	Echelon	Augmentation mensuelle	1/12 augment. ou diminution de la P. F. A.	Augmentation totale
8	7	9,10	+ 2,20	11,30
	9	9,30	+ 2,20	11,50
8 bis	7	12,60	+ 2,30	14,90
	9	13,00	+ 2,40	15,40
9	7	8,90	+ 2,20	11,10
	9	8,70	+ 2,20	10,90
9 bis	7	13,50	+ 2,40	15,90
	9	13,40	+ 2,50	15,90
10	7	14,60	+ 2,70	17,30
	9	13,80	+ 2,70	16,50
11	7	16,10	+ 2,90	19,00
	9	14,00	+ 2,80	16,80
12	7	20,30	+ 3,50	23,80
	9	18,90	+ 3,60	22,50
13	8	22,30	+ 3,90	26,20
	9	20,20	+ 3,80	24,00
14	8	24,40	+ 4,40	28,80
	9	22,70	+ 4,40	27,10
15	8	28,40	+ 5,00	33,40
	9	26,20	+ 5,00	31,20
16	8	44,00	— 3,40	40,60
	9	42,50	— 3,70	38,80
17	8	63,50	— 13,30	50,20
	9	63,10	— 13,90	49,20
18	8	82,30	— 25,50	56,80
	9	80,50	— 26,80	53,70
19	8	107,90	— 39,70	68,20
	9	108,70	— 40,80	67,90
T1	5	7,90	+ 1,60	9,50
	7	12,10	+ 1,80	13,90
T2	6	8,40	+ 1,80	10,20
	7	9,00	+ 1,90	10,90
T3	6	9,40	+ 2,00	11,40
	7	9,60	+ 2,00	11,60
T4	6	18,90	+ 2,90	21,80
	7	13,30	+ 2,50	15,80

APRÈS LA SÉANCE DU 19 MAI

La C.F.T.C. fait le point dans une lettre au Président de la Commission

DF 509

Paris, le 20 mai 1960.

Monsieur le Président de la Commission Mixte S.N.C.F.

Monsieur le Président,

Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'indiquer au cours de la séance du jeudi 19 février 1960, la Fédération des cheminots C.F.T.C., qui a réclamé depuis plusieurs années une modification profonde du système de rémunération en vigueur dans la profession, considère qu'il est de l'intérêt des cheminots d'aboutir à un accord en commission. Le volumineux courrier que nous avons reçu (y compris les résolutions signées sur le tas) et les contacts directs avec les cheminots ne peuvent que me confir-

mer dans cette idée que ceux-ci attendent, non pas un système parfait, mais quelque chose de meilleur, offrant une souplesse plus grande que le système actuel et ouvrant ainsi des possibilités plus larges de rémunération réelle.

Ceci étant, il serait vain de ne pas attacher la plus grande importance à certains aspects qui sont d'autant plus difficiles à régler que leur fondement est impossible à déceler. Cependant des habitudes ont été prises depuis de longues années par certains responsables de l'autorité qui font payer parfois chèrement, à leurs subordonnés des incompatibilités d'humeur, des divergences politiques ou syndicales, etc... par le biais d'une simple absence de proposition de promotion jamais motivée autrement que

par une appréciation in-globo de la manière de servir ou par relativité avec les autres postulants. Ces méthodes qui, dans la plupart des cas, échappent au contrôle des dirigeants au niveau le plus élevé, ont contribué à créer le climat de méfiance qui existe présentement dans la profession et qui conduit ceux qui en ont été ou en sont encore victimes à réclamer des garanties d'automatisme telles que les organisations syndicales les ont proposées pour les déclenchements d'indices.

En l'état actuel des discussions, la commission risque de rejeter une réforme qui engage l'avenir, parce qu'elle n'aura pas trouvé une formule susceptible de renverser les habitudes néfastes auxquelles j'ai fait allusion.

Ce que veulent les cheminots, en définitive, c'est pour une part que ceux dont le développement de carrière est limité puissent normalement accéder à l'indice maximum, et d'autre part, que ceux à qui on refuse cette promotion soient informés des motifs de ce refus et aient la possibilité de se défendre.

Il me semble que si sur ces deux points de principe un accord peut être trouvé en commission, le problème des indices doit être réglé, le reste n'étant plus qu'une question rédactionnelle, importante certes mais secondaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueux sentiments.

A. NICOLAS.

NOTA. — Les services d'espionnage de la C.G.T. sont incomplètement organisés. En effet, dans la « Tribune des Cheminots » du 25 mai, il est question de « négociations occultes, deux représentants de la C.F.T.C. se sont rendus chez le Président JOUBERT, le vendredi 20 mai, à 17 heures... » Nous n'avons pas cru devoir demander l'autorisation au camarade SEGUY, auteur de ces élucubrations, pour remettre au Président de la Commission la lettre ci-dessus résumant la position défendue avec apreté la veille par la C.F.T.C. à la Commission mixte.

NOUVELLE GRILLE (Coefficients essais et 9^e échelon)

Echelles	INDICES		
	O	A	B
1	100/120	100/120	103/124
2	110/132	115/138	118/142
3	115/138	121/145	124/149
4	121/145	127/152	131/157
5	128/154	135/162	139/167
6	138/166	145/174	150/180
7	148/178	156/187	162/194
8	161/193	169/203	176/211
9	174/209	183/220	190/228
8 bis	164/197	175/210	183/220
9 bis	178/214	190/228	199/239
10	194/233	208/250	217/260
11	212/254	227/272	238/286
12	234/281	250/300	262/314
13	257/308	275/330	289/347
14	282/338	303/364	318/382
15	310/372	340/408	360/432
16	345/414	380/456	402/482
17	385/462	423/508	447/536
18	427/512	470/564	498/598
19	475/570	525/630	558/670
T1	120/142	126/149	130/153
T2	143/169	150/177	154/182
T3	160/189	168/198	173/204
T4	185/218	198/234	205/242
D1	50/58	52/60	53/61
D2	57/66	60/69	62/71
D3	62/71	65/75	67/77
D4	72/83	75/86	77/89
D5	90/104	95/109	98/113

- Pour les échelles 1 à 19 la valeur d'un échelon est de 2 % de la valeur de l'échelon essai, sauf pour les 8^e et 9^e où elle est de 3 %.
- Pour les échelles T1 à T4 et D1 à D5 la valeur d'un échelon est de 3 % de la valeur de l'échelon essai.
- Dans l'indice O, certains coefficients seront différents de ceux de la grille : à savoir :
Echelle 2 : échelon essai, 112 ; échelon 1, 114 ; échelon 2, 116 ; échelon 3, 118.
Echelle 3 : échelon essai, 116 ; échelon 1, 118.
Echelle T2 : échelon 6, 165 ; échelon 7, 170.
Echelle T4 : échelon 7, 220.

RÉMUNÉRATION DE BASE SUIVANT LES RÉSIDENCES EN NF (point 100)

Ce salaire de base est à multiplier intégralement par les coefficients pour avoir la rémunération brute mensuelle et le montant de la P.F.A.

Zone	25 %	22,5 %	22 %	20 %	19 %	16 %	15 %
Salaire de base	343,50	336,10	334,70	328,70	325,80	316,90	314,00

A cette rémunération mensuelle s'ajoutent les primes.

CHEMINOTS

gagnez 20 à 30%

en achetant vos meubles chez Mr Ségalo.

Pour les choisir tranquillement, demandez le luxueux catalogue en couleurs gratuit Réf.129

CHAMBRE FRENE et ACAJOU (bois de placage traité en ébénisterie) comprenant : Armoire de rangement 160 x 180 x 55. Lit pour literie de 140. Table de chevet

829 NF
82.900 F

- ★ Livraison et installation gratuites dans toute la France
- ★ Assurance "Crédit maladie" gratuite
- ★ Les plus longs crédits

Merci M^r SÉGALOT, ça, c'est du Meuble !

SÉGALOT
52 av. du G^{al} Leclerc - Paris-14^e
métro : Mouton-Duvernet
PARKING

OUVERT TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE

50^e ANNIVERSAIRE

REMISE EXCEPTIONNELLE TRES IMPORTANTE

Quand tu auras lu ce journal
Passe-le à un camarade

LA VÉRITÉ SUR L'ACTION DE LA C.F.T.C.

LES DÉBATS AUX DERNIÈRES SÉANCES DE LA COMMISSION MIXTE

SEANCES DU JEUDI 19 MAI 1960

Première Séance

La F.G.A.C.C. est présente et donne connaissance d'un texte demandant notamment le classement des Roullants en trois échelles : T 2 les agents en second, T 3 mécaniciens de manœuvre et élèves, T 4 conducteurs et mécaniciens.

Le Président remercie la délégation F.G.A.C.C. qui est invitée à sortir. Sur une question du Président, nous avons indiqué que nous préciserions notre position en temps opportun.

La S.N.C.F. donne ensuite sa réponse aux autres propositions telles qu'elles découlent de la déclaration commune du 12 mai et de celles que nous avons ajoutées : Transposition, Primes, Indice L, Modernisation.

Il apparaît que le seul point de résistance est le passage automatique au bout de 7 ans maximum d'un indice à l'indice supérieur.

La discussion qui a suivi n'a pas fait modifier la position de la S.N.C.F. La C.G.C. propose alors sur ce point une disposition qui prévoit qu'au terme du délai de 7 ans, le cas de l'agent doit être soumis au Chef du Service pour le personnel d'exécution et au Directeur pour le personnel de maîtrise et Cadres.

Deuxième Séance

A la reprise de cette séance, la S.N.C.F. remet aux organisations un projet qui comporte cette fois-ci 21 échelles et deux indices (A et B), plus un indice de transposition 0 sur lequel cette fois tous les agents seraient transposés dans une première phase.

Ce nouveau projet règle en fait la quasi-totalité des litiges (Indice L, Transposition, Primes, etc.), mais n'apporte aucune réponse à la question du passage automatique de l'indice A à l'indice B à l'ancienneté dans l'échelle.

La C.G.T., la C.G.C. et nous-mêmes faisons connaître que nous n'avons pas d'hostilité au départ contre ce projet, mais que ce qui conditionnait la suite était le problème du passage d'un indice à l'autre.

F.O. le rejette en disant qu'il augmentait la hiérarchie (ce qui est faux puisque le point extrême est 670 au lieu de 664), les A, le rejette également si nous ne nous occupons pas à traiter au plus vite des problèmes suivants (Indices L, Primes et Coupure). A noter que le nouveau projet laissait intégralement en l'état actuel les trois points ci-dessus.

La S.N.C.F. fait un grand discours sur ses reculs successifs : du passage au seul choix S.N.C.F. elle a admis d'abord la participation des délégués puis admis que l'ancienneté dans l'échelle joue un rôle prédominant dans le déclenchement des indices; elle nous propose maintenant de garantir dans les promotions en indices un pourcentage de promotion automatique à l'ancienneté dans l'échelle, ce pourcentage étant relativement fort pour le personnel exécution, moins fort pour le personnel maîtrise et pratiquement nul pour les cadres.

Cette proposition était faite verbalement et sans garantie du nombre des promotions totales annuelles. Toutes les Organisations syndicales, sauf la C.G.C., ont repoussé cette proposition. La S.N.C.F. admet cette suggestion et il est convenu que la séance est suspendue à nouveau jusqu'à samedi matin 21 mai.

SEANCES DU SAMEDI 20 MAI 1960

Première Séance

Au début de la séance, le Président lit une lettre de la F.G.A.C.C. qui considère que le projet de vingt et une échelles et deux indices est meilleur que l'ancien, mais qui, faute d'avoir des précisions sur le passage automatique d'un indice à l'autre, ne peut donner son accord.

La S.N.C.F. expose alors une nouvelle formule sur le problème des indices et demande une suspension de séance pour l'élaboration d'un texte qui est ensuite remis aux organisations syndicales. Après étude, un certain nombre de questions sont posées :

Questions C.F.T.C.

1° A quoi s'appliquent les 10 % et les 40 % du premier alinéa ?
REPOSE. — Ces pourcentages s'appliquent : pour les 10 %, à la totalité des agents d'un même grade pour le pourcentage de notation donnée qui se trouvent sur l'indice A, les 40 % à l'indice B s'appliquent sur la totalité des agents du grade, qu'ils soient sur l'indice A ou sur l'indice B.

2° Les mots « s'efforcera » et « assurant » un service « satisfaisant » ne paraissent pas garantir ce que la S.N.C.F. propose, c'est-à-dire l'indice B aux agents qui n'auraient bénéficié que d'une promotion dans leur carrière.

REPOSE. — La S.N.C.F. veut que les agents ayant eu, au plus, une promotion dans leur carrière partent en retraite à l'indice B.

3° La notion de 40 % et le second alinéa paraissent en contradiction.
REPOSE. — La notion de 40 % pourra poser un problème, pour quelques grades seulement, d'ici cinq ou six ans. Nous n'avons pas d'objection à réexaminer le moment venu pour ces cas.

4° Lorsqu'un agent, selon la procédure de l'alinéa A, doit obligatoirement passer à B et que le notateur s'y oppose, nous demandons que son cas soit obligatoirement, c'est-à-dire sur demande des délégués ou de l'intéressé, soumis à l'échelon supérieur. Les délégués ou les délégués, la procédure devant être la même que pour la notation aptitude actuelle.

REPOSE. — La S.N.C.F. est d'accord.

Questions des autres organisations

1° On parle de choix et pas beaucoup d'automatisme.
REPOSE. — Le mot « automatique » n'est pas employé, mais examiner bien si dans certains cas cette formule n'est pas meilleure que ce que vous demandez.

2° Pourquoi le pourcentage de passage à l'ancienneté pour la maîtrise n'est-il pas à égale distance du pourcentage « exécutant » et du pourcentage « cadres » ?
REPOSE. — La S.N.C.F. admet 15 % au lieu de 10 % pour la maîtrise.

Un débat s'engage ensuite sur quelques autres points du projet, et notamment :

PRIMES. — Elles restent en l'état, sauf hiérarchie des taux de base à mettre en parallèle avec les coefficients de l'indice A et alignement réel des primes E.X. et V.B. Le problème des primes fera l'objet d'une discussion à part.

P.F.A. — Réserve jusqu'au soir, compte tenu que le système proposé ne modifie en rien la somme annuelle perçue par les actifs, mais permet une plus importante majoration des petites retraites. La C.F.T.C. propose, dans le but de réduire les écarts de zone sur la rémunération annuelle, un treizième mois uniforme sur la résidence moyenne (15 à 20 %), mais nous ne sommes suivis ni par les autres organisations, ni par la S.N.C.F.

TRANSPPOSITION. — Par rapport à l'ancien projet à trois indices, le nouveau projet apporte deux points de plus aux échelles 2 et 9 actuelles, mais nous demandons de majorer à nouveau pour l'indice 0 de 1 % les coefficients des premiers échelons de l'échelle 2 et les derniers échelons de l'échelle 9.

Avant de suspendre la séance, le Président, à la demande de la C.F.T.C., précise que seuls les signataires d'un accord sur ces bases discuteront des modalités d'application et des modifications aux autres chapitres du statut en découlant. Il précise par ailleurs que sur ce point d'un projet de système de rémunération, la procédure de conciliation ne peut pas jouer.

Suspension de Séance

Pendant la suspension de séance, nous faisons le point par rapport aux nouveaux éléments.

INDICE. La nouvelle proposition S.N.C.F. conduit à ce qu'en moyenne les agents passent à l'indice B avec une déduction au bout de huit ans dans le grade. Pour certains grades, cette certitude de passage en B sera plus rapide. Le seul point litigieux est les 40 % qui peut se poser après 1965, mais que la S.N.C.F. accepte de revoir.

SUR LES AUTRES POINTS. — Nous avons satisfaction dans le projet à vingt et une échelles qui laisse en l'état les primes, l'indice L, la coupure, etc.

Rencontre commune

Nous décidons de donner un accord de principe sur ces bases en vue de la mise en forme du protocole, étant entendu que nous demanderons l'établissement d'un texte de réserves pour conserver toute notre liberté lorsque des points litigieux, 40 % notamment, risquent de se produire. Cette méthode a d'ailleurs été utilisée lors de la signature par l'E.G.F. du protocole concernant cette entreprise. Il convient de noter aussi dans le protocole la discussion sur la Modernisation.

Une rencontre à lieu

Une rencontre a eu lieu à 16 heures entre les organisations syndicales, sauf F.O., qui est absente.

La C.G.T. déclare qu'elle continuera à poser des demandes, et notamment : garantir le passage de A à B au bout de dix ans, réduire la grille.

Nous précisons que pour ce qui concerne les indices et la grille, déjà sensiblement réduite par rapport au projet à trois indices. D'autre part, entre l'échelle d'embauche 2 et l'échelle 10 indice B, la hiérarchie n'est que de 580. La distorsion entre l'échelle 1 qui nous sert à l'indexation sur le S.M.I.G. et l'échelle 2 est apparente, puisque le programme commun prévoyait 8 % entre 1 et 2 alors que nous sommes à 10 %.

Nous convenons de défendre nos positions, la C.G.T. précisant qu'avant de signer il est indispensable de tirer les dernières cartouches.

Deuxième Séance

Le Président fait distribuer le texte de protocole préparé, mais avant toute autre chose demande la réponse des organisations syndicales qu'il questionne suivant l'ordre de préséance.

— La C.G.T. ne répond ni oui ni non et se contente des contre-propositions : l'indice B garanti en dix ans et hiérarchie 100 x 560.

— La C.F.T.C. fait connaître que sur les bases de la discussion du matin avec l'inclusion dans le texte de l'amendement « Modernisation » et l'établissement d'un P.V. de réserves, comme cela a été fait à E.G.F., sur un certain nombre de points (40 %, P.F.A., etc., dont nous demandons le réexamen approfondi), nous étions prêts à signer sur les principes.

F.O. fait part de son opposition catégorique du fait de la hiérarchie.

— C.A. donne leur accord.

— C.G.C. donne son accord.

Comme il n'y avait que trois organisations pour (C.A., C.G.C. et C.F.T.C.) une contre (F.O.) et une ni pour ni contre (C.G.T.), alors qu'il en aurait fallu quatre sur cinq, le Président constate l'échec de la Commission. La C.G.T. ne veut pas constater l'échec de la Commission et dit que, quant à elle, il y a juste conflit et qu'elle demande la conciliation. A noter que dans la procédure que nous avions unanimement acceptée, C.G.T. comprime, tout recours à la conciliation était exclu, et que nous en étions à l'échec pur et simple avec comme conséquence le maintien du système de rémunération actuel.

Le Président propose alors de considérer que nous n'avons pas discuté dans un cadre contractuel, mais dans le cadre normal de la Commission et de soumettre nos travaux à l'arbitrage ministériel. Nous refusons catégoriquement, car le mode de discussion et donc les concessions ne sont pas les mêmes dans le premier cas que dans le second.

Le Président laisse alors entendre qu'il peut très bien, compte tenu qu'il y a deux catégories de cheminots (des exécutants et les cadres), considérer qu'il y a un accord pour les cadres et échec pour les exécutants; les cadres autonomes appuient cette proposition.

Nous répondons que notre Fédération C.F.T.C. n'acceptera pas la dissociation des cadres et des exécutants.

Il est environ 18 h. 30 et le Président suspend la séance pour quelques instants. Durant cette suspension de séance, la C.G.T., en aparté avec nous seuls, nous laisse clairement entendre que si nous demandons comme elle la conciliation, elle n'aurait peut-être pas la même position et pourrait être amenée à signer, ayant démontré aux cheminots que tout était épuisé. Or, la conciliation n'est pas possible, mais la C.G.T. nous informe en clair que si elle ne dit pas oui, elle ne dira jamais un non catégorique, car en fait elle ne veut pas être accusée d'être cause du non-aboutissement d'un projet qu'elle estime meilleur que le système actuel.

La suspension se prolonge en fait jusqu'à 20 h. 30. A la reprise le Président demande à la Commission si elle est d'accord pour faire confiance à son Président pour rechercher une procédure juridique qui permettrait de mettre le système en application avec tous les éléments acceptés, étant entendu que la totalité des organisations syndicales participerait aux discussions sur les modalités d'application et sur les modifications des divers chapitres du statut qui en découlent.

La C.G.T. répond non et dit que dès lundi elle demandera la conciliation dans les formes légales. Les Cadres Autonomes répondent affirmativement ainsi que la C.G.C. Puis, de part nous faisons les plus expresses réserves sur cette procédure quelle qu'elle soit, mais, fidèles à notre réponse dans le cadre d'une discussion contractuelle, nous admettons que le Président recherche une procédure. F.O. fait connaître qu'elle est d'accord sur la proposition du Président tendant à la recherche d'une procédure permettant d'appliquer ce qui a été accepté par la C.G.T., C.A. et C.G.C.

Le Président propose alors que la séance de la Commission du jeudi 2 juin soit consacrée à la fixation des étapes et de leur importance. La Commission, unanimement, approuve cette proposition. Sur ce, la séance est levée à 21 h. 15.

COMMISSION MIXTE DU 30 MAI 1960

Après que la F.G.A.C.C. eut été entendue sur ses observations sur le nouveau projet à 21 échelles, le Président a alors demandé aux parties de la Commission si elles avaient des remarques générales à faire.

La C.G.T. a protesté contre le fait qu'elle soit mise devant le fait accompli par la décision ministérielle, mais que les grèves en cours lui font dire qu'elle a raison de considérer qu'il y a un conflit. Le Président dit alors : « Je constate que vous n'avez pas lancé d'ordre de grève (s'il en avait été autrement la Commission ne se réunirait pas) et que vous dites seulement que vous ne pouvez qu'approuver les cheminots en grève. » La C.G.T. répond qu'elle ne prend pas la responsabilité des grèves et se contente de manifester sa solidarité avec les grévistes.

Nous faisons connaître que la hiérarchie 100 x 560 du programme commun est respectée dans les faits puisque dans le programme commun subsistaient le record 19 B et l'indemnité de qualification des attaches. Nous précisons que notre accord dans le cadre de la procédure contractuelle était donné à la condition de l'établissement d'un P.V. de réserve sur certains points, en particulier le maximum de 40 % à l'indice B qui peut d'ici cinq ou six ans être un verrou pour quelques grades. Le Président, en nous donnant acte, précise que la S.N.C.F. a garanti qu'elle était prête le moment venu à faire en sorte que ce ne soit pas une gêne et que lui s'y emploiera également.

Les autres organisations ne font pas de déclarations générales.

La S.N.C.F. faisant suite aux demandes de la C.F.T.C. dans les réunions précédentes, présente alors les modifications de détail à la grille. Le Président propose alors de fixer les étapes de telle sorte que 0 soit atteint en juillet 1961. Dans ce sens il propose, ainsi que la S.N.C.F., cinq étapes (1-6-1960, 1-12-1960, 1-2-1961, 1-4-1961, 1-7-1961), celle du 1-6-1960 étant le double des autres. Ceci serait indépendant des parts A et B d'AF qui feront l'objet d'un crédit spécial. La S.N.C.F. fait alors une déclaration disant qu'elle reconnaissait qu'il était difficile de passer d'un système à l'autre, le défaut principal étant le manque de crédits. Elle reconnaissait que maintenant les crédits 1961 étaient garantis, que les modifications proposées par la S.N.C.F. amélioreraient le crédit 1960, mais que ce qui était important, c'était ce que les cheminots avaient touché en juin 1960. Elle demande donc, tout en maintenant sa volonté d'obtenir les 11 % au 1^{er} octobre 1960, que l'acompte de juin à valoir sur l'augmentation soit uniforme.

Nous précisons que notre accord ne signifiait pas que nous étions pleinement satisfaits et qu'en particulier il était indispensable d'obtenir des crédits supplémentaires. De toutes façons, nous demandons qu'il nous soit communiqué à E.G.F. d'attendre l'indice 0 en mai 1961, nous réservant, en liaison avec ce secteur, d'obtenir un déclenchement plus rapide.

F.O. ne fait aucune déclaration. Les C.A. et la C.G.C. souscrivent à notre déclaration. Finalement les étapes sont fixées.

Toutes les organisations se réservent sur l'échelonnement des étapes.

L'ACCORD N'AYANT PU SE FAIRE sur les nouveaux principes de la rémunération

le Ministre, compte tenu des attendus ci-dessous, en a décidé

la mise en application par décision ministérielle

MINISTRE
DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS
ET DU TOURISME

Paris, le 24 mai 1960.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie des conclusions que j'ai été amené à tirer des travaux de la Commission mixte du Statut à l'issue de la dernière séance du 21 mai écoulé.

Ces conclusions ont été approuvées par le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, par D. M. de ce jour.

Dans ces conditions, la Commission du Statut se réunira exceptionnellement lundi prochain 30 mai, à 9 h. 30, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

— Répartition des crédits restants de l'exercice 1960 dans le cadre des réformes de structure de la rémunération.

Je vous prie de bien vouloir assister à cette réunion.

Par ailleurs, je pense devoir vous indiquer que la S.N.C.F. sera prochainement en mesure de faire une communication à la Commission, relative à l'aménagement des compléments familiaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président de la Commission,
G. JOUBERT.

CONSIDERANT que toutes les organisations syndicales ont demandé une réforme de la rémunération des cheminots, CONSIDERANT que certaines d'entre elles ont donné leur accord au projet de réforme de structures de la rémunération, CONSIDERANT que celles qui n'ont pas donné leur accord sur l'ensemble du projet n'ont pas pourtant exprimé leur désaccord sur toutes ses dispositions,

CONSIDERANT que le projet S.N.C.F. constitue une étape nécessaire à l'examen des problèmes relatifs à la modernisation et à leurs prolongements sociaux,

CONSIDERANT que le projet S.N.C.F. porte en soi les germes d'une stabilité sociale,

CONSIDERANT que la Commission Mixte du statut aura la possibilité d'examiner les modalités d'application des principes qui se sont dégagés au cours des réunions,

CONSIDERANT enfin que le projet de la S.N.C.F. constitue un ensemble, sans doute perfectible, mais qui apporte à tous les cheminots des améliorations qui, pour être de valeur différente suivant les catégories, n'en sont pas moins utiles,

ESTIMÉ que le projet devrait être mis en application sans délai.

LES PRINCIPES DE LA NOUVELLE RÉMUNÉRATION

Ce document a pour objet de poser les principes directeurs sur lesquels les parties se déclarent d'accord. Il ne s'agit pas d'avoir pour effet de modifier la proposition de loi soumise au Parlement pour l'élaboration des Chapitres du Statut qui sont intéressés que pour la fixation de la rémunération.

Ces principes sont les suivants :

ARTICLE PREMIER

Le personnel du cadre permanent sera placé sur 19 échelles, numérotées de 1 à 19 et deux échelles bis : 8 B et 9 bis.

Le personnel de conduite reste placé sur quatre échelles particulières numérotées de T1 à T4 et le personnel à service discontinu sur cinq échelles particulières numérotées de D1 à D5.

ARTICLE 2

A chaque échelle de traitement correspondent deux indices A et B. A titre transitoire, il est créé un indice 0, utilisé pour la transposition des grades actuels.

ARTICLE 3

Les grades en vigueur à ce jour seront transposés en indice 0 sur la nouvelle grille conformément au tableau de transposition arrêté en Commission Mixte du Statut.

Ce tableau de transposition sera également applicable aux agents déjà retraités.

ARTICLE 4

La rémunération afférente à chaque indice de chaque échelle est fonction de l'échelon. La majoration de rémunération correspondant au passage de l'échelon d'essai au dernier échelon est de 20 % soit, pour le personnel à service discontinu pour lequel elle est de 15 %, il y a 7 échelons pour le personnel de conduite, 6, dont un échelon d'essai, pour le personnel à service discontinu et 10, dont un échelon d'essai, pour les autres agents.

ARTICLE 5

Aucunement des échelles a lieu au choix après notation d'aptitude dans les conditions fixées par le Statut.

b) L'attribution d'indices de choix a lieu suivant une procédure analogue à celle en vigueur pour la notation d'aptitude et qui sera précisée en Commission Mixte du Statut.

Au début de chaque année et pour chaque grade, 10 % de l'effectif des agents susceptibles de se voir attribuer un indice seront promus à l'indice supérieur, le pourcentage des agents placés sur l'indice supérieur ne pouvant dépasser 40 % de l'effectif du grade.

Une fraction des promotions possibles en indices sera réservée aux agents les plus anciens dans leur échelle, savoir 33 % pour le personnel d'exécution, 15 % pour le personnel de maîtrise et des cadres (échelles 10 à 14) et 5 % pour le personnel de maîtrise et des cadres (échelles 15 à 19). Si le notateur estime ne pas devoir retenir l'avancement en indice d'un agent qui pourrait être ainsi promu et si les délégués du personnel ou l'intéressé en font la demande, le cas de cet agent sera soumis à l'échelon supérieur qui arrête sa décision après avoir entendu les délégués du groupe.

La C.F.T.C. est-elle d'accord avec le nouveau système ?

Cette question ne devrait pas se poser. La C.F.T.C. A DONNE SON ACCORD A LA REUNION DE LA COMMISSION MIXTE DU 21 MAI 1960. Aucun des arguments donnés par les adversaires, qui sont d'ailleurs beaucoup plus DES ADVERSAIRES DE LA C.F.T.C. parce qu'elle les gêne que des adversaires du nouveau système de rémunération, n'est parvenu à la convaincre qu'elle s'était trompée. Dans ces conditions, LA C.F.T.C. AYANT FAIT SON TRAVAIL D'ORGANISATION SYNDICALE C'EST-A-DIRE AGISSANT DANS L'INTERET DES CHEMINOTS n'a pas de raison de changer d'avis même si ses ennemis hurlent et font hurler les gens mal informés.

La hiérarchie est-elle plus importante que dans le programme commun ?

Lorsque la transposition à l'indice 0 sera terminée, c'est-à-dire le 1^{er} juin 1961 au plus tard, LA HIERARCHIE SERA 100/570. Donc, elle sera à peu près celle du programme commun qui prévoyait 100/560. ENCORE CONVIENT-IL DE SOULIGNER QUE L'EMBAUCHAGE SE FAISANT A L'ECHELLE 2 (SAUF POUR LES PREPOSES AUX TRAVAUX MANUELS) LA GRILLE REELLE SERA : 100/520.

Dans le système définitif, après la suppression de l'indice 0 LA GRILLE SERA DE 100/670 ET EN PARTANT DE L'ECHELLE 2 : 100/582. Il convient de souligner que DANS LE PROGRAMME COMMUN, IL N'ETAIT PAS QUESTION DE SUPPRIMER LES MAJORATIONS SPECIALES DE PRIME DE FIN D'ANNEE DES AGENTS DES ECHELLES 16 A 19, NI DE SUPPRIMER LES INDEMNITES DE QUALIFICATION PAYEES AUX ATTACHES. Nous nous réjouissons de voir les anomalies disparaître mais il convient alors d'accepter la compensation normale par les 22 points supplémentaires que comporte la grille. A PROPOS DE L'ECHELLE 1, IL SERAIT PEUT-ETRE UTILE DE PREVOIR LE PASSAGE A L'ECHELLE 2 DES AGENTS QUI S'Y TROUVENT DANS UN DELAI A FIXER DANS UN ACCORD, SI UN ACCORD EST ENCORE POSSIBLE APRES LES DEBORDEMENTS DE DEMAGOGIE DE CES SEMAINES PASSES.

Le passage de l'indice A à l'indice B est-il garanti ?

Il y a LES TEXTES qui prévoient d'une part que LES AGENTS QUI N'AURONT EU QU'UNE SEULE PROMOTION AU COURS DE LEUR CARRIERE PARTIRONT EN RETRAITE AVEC L'INDICE B, et pour les autres UN CONTINGENT ANNUEL DE 10 % DE A PASSANT EN B. DANS CE CONTINGENT ANNUEL, 1/3 (LA MOITIE POUR LES AGENTS DE CONDUITE) SERA RESERVEE AUX PLUS ANCIENS DANS LE GRADE. Voilà pour les textes et le côté positif. — avec en plus la participation des délégués du personnel ce qui n'est plus le choix exclusif de la S.N.C.F. — à moins que les Cheminots n'aient aucune confiance en leurs délégués, dans ce cas ils devraient en changer comme les je invite d'une façon pressante la C.F.T.C. Il reste que le passage à l'indice B n'est pas garanti aux mauvais agents c'est-à-dire à ceux extrêmement peu nombreux, qui ne font pas leur travail normalement. MEME POUR CEUX-LA IL Y AURA DES POSSIBILITES DE DISCUSSION ET NOUS SOUHAITONS QUE LES CHEFS QUI LE ELIMINENT LEUR DISENT POURQUOI AVEC PRECISION.

Y a-t-il une date fixée pour la mise en indice A ?

NON. LE PASSAGE DE TOUS LES AGENTS DE L'INDICE 0 A L'INDICE A CONSTITUE UNE NOUVELLE ETAPE, NON ENCORE FIXEE QUI APPORTERA AUX CHEMINOTS UNE NOUVELLE AUGMENTATION DES SALAIRES DE 5 %. C'est un des côtés avantageux du nouveau système et qui a incité la Fédération des Cheminots C.F.T.C. à accepter le projet puisqu'il sert l'intérêt de tous les cheminots. CE SERA LE TRAVAIL LE PLUS BREF. Nous disons bien action Syndicale, CE QUI SIGNIFIE QUE LES CHEMINOTS ENCORE MAL INFORMES DES AVANTAGES DU SYSTEME NOUVEAU FASSENT AUSSI UN EFFORT POUR S'INFORMER au lieu de perdre beaucoup de temps à répéter des accusations stupides de celui-ci contre la C.F.T.C. et ses dirigeants.

Quand l'indice B sera-t-il accessible ?

DES QUE L'ON ENTRERA DANS LA PHASE DEFINITIVE (SUPPRESSION DE L'INDICE 0).

Le salaire de base évoluera-t-il suivant les variations générales des salaires ?

L'article 7 du document de base répond à cette question : LE SYSTEME DE REMUNERATION NE DOIT PAS ETRE DEFORME, POUR CELA CHAQUE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES DOIT SE TRADUIRE PAR UNE AUGMENTATION DU SALAIRE DE BASE ET CETTE AUGMENTATION DOIT SE REPERCUTER INTEGRALEMENT SUR L'ENSEMBLE DE LA HIERARCHIE. Le salaire de base étant fixé AU NIVEAU DU SMIG toute variation de celui-ci doit faire varier le salaire de base.

La C.F.T.C. est-elle d'accord avec le déclenchement des différentes étapes ?

LE PROBLEME ETAIT D'AVOIR UN PROGRAMME ET DES CREDITS, ENSUITE D'EN FAIRE APPLIQUER LES TRANCHES LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE. Pour le programme c'est chose faite et il n'y a vraiment plus que les malheureux qui sont accablés de la double infirmité de la surdité et de la cécité qui ne le savent pas. LORSQUE LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE QUI EST FAITE A NOTRE FEDERATION SE SERA APAISEE, LES CHEMINOTS RECONNAITRAIENT QUE LE SYSTEME EST MEILLEUR QUE L'ANCIEN. Pour la première étape, c'est également chose faite et les cheminots toucheront leur première augmentation avec la solde de juin. Pour le reste, le programme de la première tranche se termine (indice 0) le 1^{er} juin 1961. IL N'EST PAS IMPOSSIBLE DE FAIRE RAPPROCHER CETTE DATE LOINTAINE. Pour cela, il faudra d'abord se mettre dans la tête que LES CREDITS SONT ATTRIBUES PAR LE GOUVERNEMENT ET LUI SEUL et que les accusations portées contre la C.F.T.C. de collusion avec le Gouvernement et autres histoires du même ordre NE RISQUENT PAS D'ENTRAVER LE MINISTRE DES FINANCES A FAIRE UN PAS VERS LE COFFRE-FORT. La C.F.T.C. EST BIEN DECIDEE POUR SA PART A FAIRE AVANCER LES ETAPES, MAIS ELLE NE VEUT PAS FAIRE N'IMPORTE QUOI, ELLE VEUT UNE ACTION ORGANISEE PAR LA TETE ET ELLE REFUSE SYSTEMATIQUEMENT TOUTE AGITATION QUI DESSERT L'INTERET DES CHEMINOTS.

La C.F.T.C. est-elle contre les 40 heures ?

Qui a pu penser une pareille chose ? LA C.F.T.C. EST POUR LA DIMINUTION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL PARCE QU'ELLE PENSE QUE LE GOUVERNEMENT ET SES PREDECESSEURS N'ONT PAS FAIT TOUT CE QU'ILS DEVAIENT FAIRE POUR CREER DES EMPLOIS A TOUS LES JEUNES QUI SONT NES DEPUIS 1945 et qui arrivent en colonne par 800.000. Le président de la Commission Mixte, le directeur du Cabinet du ministre nous ayant indiqué qu'il s'agissait d'un problème de Gouvernement, LA FEDERATION DES CHEMINOTS C.F.T.C. A SAISI LE PREMIER MINISTRE.

Le programme permet-il de rattraper le retard ?

Oui, ce retard a été chiffré à 16 %. OR DANS UN PREMIER TEMPS ACTUELLEMENT PREVU JUSQU'AU 1^{er} JUIN 1961 LES SALAIRES SERONT REVALORISES EN MOYENNE DE 11 % ET LES RETRAITES ET PENSIONS DE 13 % et dans un deuxième temps (passage de l'indice 0 à l'indice A) INTERVIENDRA UNE NOUVELLE REVALORISATION DE 5 %.

Y a-t-il de l'argent ?

OUI, le Gouvernement a débloqué les crédits pour les étapes de 1960 (janvier, juin et décembre) et contrairement aux habitudes financières, les engagements sont pris pour 1961 (étapes de février et juin). COMME IL A ETE INDIQUE PLUS HAUT, ON PEUT POUSSER POUR UN RACCOURCISSEMENT DES DELAIS, MAIS IL FAUT FAIRE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT.

LES CADEAUX AUX TRUSTS ET AUTRES BALIVERNES SONT DES ARGUMENTS PEUT-ETRE EFFICACES POUR SE TAILLER UN SUCCES PERSONNEL DANS UNE REUNION PUBLIQUE, MAIS CELA NE VA PAS AU-DELA, DONC C'EST INSUFFISANT.

En définitive tout revient à mettre en cause LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE : LES CHOIX ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX PAR EXEMPLE, ENTRE LES SUBVENTIONS ECONOMIQUES NETTES ET LES SUBVENTIONS DIVERSES. Il appartient en effet au Gouvernement A DEFINIR UNE POLITIQUE DES TRANSPORTS QUI METTE LA S.N.C.F. EN ETAT DE RESISTER AUX GROUPES DE PRESSION QUI SE MANIFESTENT DE TOUTES LES FAÇONS, y compris par le chantage.

AU CARILLON D'OR



22, 24, AV. Secrétan. PARIS. NORD 32-87. METRO JAURÉS
REMISE 10% SAUF JAIERS **AUX CHEMINOTS**

1959 — GRANDE ANNEE
 BEAUJOLAIS - BOURGOGNE - COTE DU RHONE
 CHATEAUNEUF DU PAPE - Vins mousseux, méthode champenoise
 Vente directe au consommateur :
 24 BOUTEILLES ASSORTIES DEPUIS 70 N.F.
 à choisir sur notre tarif
MARIN PONCET, ANSE (Rhône)

GODIN

R. ANSTELL et C^{ie}
 GUISE (Aisne)
 BRUXELLES

Foyer 1413
 Feu continu pour tous
 charbons maigres et coke
 Volume chauffé : 100 à 160 m³
 Larg. 380. Prof. 380. Haut. 610
 Diam. tuyau 97 Poids approx.
 d'exp. 85 kg

Mixte 4844 T - 3 feux - Thermostat
 Four mixte tous gaz et charbon.
 Encombrement : larg. 850, prof. 550, haut. 800
 Four : larg. 380, prof. 385, haut. 255
 Poids approx. d'expédition : 168 kg

**EN VENTE
 DANS VOTRE
 ÉCONOMAT**

Catalogue complet sur demande à GODIN, à Guise (Aisne) — Service 80

Pour **10 NF**
 1.000 Frs.
 elle est à vous

et 7 versements de 14 N.F.
 ou au comptant 97,20 N.F.

MONTRE CALENDRIER 547
 - change automatiquement de date
 - certificat "2 Etoiles" du Centre
 Technique de l'Industrie Horlogère
 - plaquée or - étanche - 20 rubis
 - ressort incassable
 - anti-chocs - anti-magnétique
 - contrôlée sur machine électronique
 - 3 positions
 - bracelet lézard véritable doublé peau
 - GARANTIE 5 ANS

**SATISFACTION TOTALE ou
 REMBOURSEMENT sous un mois**

BON DE COMMANDE

Nom
 Prénom
 Profession
 Employeur
 Adresse complète :

SOCIÉTÉ D'HORLOGERIE du DOUBS
 106, Rue LAFAYETTE PARIS-X
 M. Poissanière et Gare du Nord

BAREME DE LA GRATIFICATION D'EXPLOITATION

(Montant brut exprimé en N. F.)

I. — AGENTS DU CADRE PERMANENT, CADRE LATERAL ET AUXILIAIRES A SOLDE MENSUELLE
 Prendre en fonction de la PFA perçue en décembre la colonne PFA, la gratification apparaît dans la
 colonne de droite.

PFA	GE	PFA	GE	PFA	GE	PFA	GE	PFA	GE	PFA	GE
à partir de :	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.
324	1,00	24.241	38,00	50.097	78,00	75.954	118,00	101.810	158,00	127.667	198,00
970	2,00	24.887	39,00	50.744	79,00	76.600	119,00	102.457	159,00	128.313	199,00
1.617	3,00	25.534	40,00	51.390	80,00	77.247	120,00	103.103	160,00	128.960	200,00
2.263	4,00	26.180	41,00	52.037	81,00	77.893	121,00	103.750	161,00	129.606	201,00
2.909	5,00	26.827	42,00	52.683	82,00	78.540	122,00	104.396	162,00	130.253	202,00
3.556	6,00	27.473	43,00	53.330	83,00	79.186	123,00	105.043	163,00	130.899	203,00
4.202	7,00	28.119	44,00	53.976	84,00	79.832	124,00	105.689	164,00	131.545	204,00
		28.766	45,00	54.622	85,00	80.479	125,00	106.335	165,00	132.192	205,00
		29.412	46,00	55.269	86,00	81.125	126,00	106.982	166,00	132.838	206,00
		30.059	47,00	55.915	87,00	81.772	127,00	107.628	167,00	133.485	207,00
		30.705	48,00	56.562	88,00	82.418	128,00	108.275	168,00	134.131	208,00
		31.352	49,00	57.208	89,00	83.064	129,00	108.921	169,00	134.777	209,00
		31.998	50,00	57.854	90,00	83.711	130,00	109.567	170,00	135.424	210,00
		32.644	51,00	58.501	91,00	84.357	131,00	110.214	171,00	136.070	211,00
		33.291	52,00	59.147	92,00	85.004	132,00	110.860	172,00	136.717	212,00
		33.937	53,00	59.794	93,00	85.650	133,00	111.507	173,00	137.363	213,00
		34.584	54,00	60.440	94,00	86.297	134,00	112.153	174,00	138.010	214,00
		35.230	55,00	61.086	95,00	86.943	135,00	112.799	175,00	138.656	215,00
		35.876	56,00	61.733	96,00	87.589	136,00	113.446	176,00	139.302	216,00
		36.523	57,00	62.379	97,00	88.236	137,00	114.092	177,00	139.949	217,00
		37.169	58,00	63.026	98,00	88.882	138,00	114.739	178,00	140.595	218,00
		37.816	59,00	63.672	99,00	89.529	139,00	115.385	179,00	141.242	219,00
		38.462	60,00	64.319	100,00	90.175	140,00	116.032	180,00	141.888	220,00
		39.108	61,00	64.965	101,00	90.821	141,00	116.678	181,00	142.534	221,00
		39.755	62,00	65.611	102,00	91.468	142,00	117.324	182,00	143.181	222,00
		40.401	63,00	66.258	103,00	92.114	143,00	117.971	183,00	143.827	223,00
		41.048	64,00	66.904	104,00	92.761	144,00	118.617	184,00	144.474	224,00
		41.694	65,00	67.551	105,00	93.407	145,00	119.264	185,00	145.120	225,00
		42.341	66,00	68.197	106,00	94.054	146,00	119.910	186,00	145.766	226,00
		42.987	67,00	68.843	107,00	94.700	147,00	120.556	187,00	146.413	227,00
		43.633	68,00	69.490	108,00	95.346	148,00	121.203	188,00	147.059	228,00
		44.280	69,00	70.136	109,00	95.993	149,00	121.849	189,00	147.706	229,00
		44.926	70,00	70.783	110,00	96.639	150,00	122.496	190,00	148.352	230,00
		45.573	71,00	71.429	111,00	97.286	151,00	123.142	191,00	148.999	231,00
		46.219	72,00	72.075	112,00	97.932	152,00	123.788	192,00	149.645	232,00
		46.865	73,00	72.722	113,00	98.578	153,00	124.435	193,00	150.291	233,00
		47.512	74,00	73.368	114,00	99.225	154,00	125.081	194,00	150.938	234,00
		48.158	75,00	74.015	115,00	99.871	155,00	125.728	195,00	151.584	235,00
		48.805	76,00	74.661	116,00	100.518	156,00	126.374	196,00	152.231	236,00
		49.451	77,00	75.308	117,00	101.164	157,00	127.021	197,00	152.877	237,00
		163.220	253,00	174.855	271,00	186.490	289,00	198.126	307,00	209.761	325,00
		163.866	254,00	175.501	272,00	187.137	290,00	198.772	308,00	210.408	326,00
		164.512	255,00	176.148	273,00	187.783	291,00	199.419	309,00	211.054	327,00
		165.159	256,00	176.794	274,00	188.430	292,00	200.065	310,00	211.701	328,00
		165.805	257,00	177.441	275,00	189.076	293,00	200.712	311,00	212.347	329,00
		166.452	258,00	178.087	276,00	189.723	294,00	201.358	312,00	212.993	330,00
		167.098	259,00	178.734	277,00	190.369	295,00	202.004	313,00	213.640	331,00
		167.745	260,00	179.380	278,00	191.015	296,00	202.651	314,00	214.286	332,00
		168.391	261,00	180.026	279,00	191.662	297,00	203.297	315,00	214.933	333,00
		169.037	262,00	180.673	280,00	192.308	298,00	203.944	316,00	215.579	334,00
		169.684	263,00	181.319	281,00	192.955	299,00	204.590	317,00	216.225	335,00
		170.330	264,00	181.966	282,00	193.601	300,00	205.236	318,00	216.872	336,00
		170.977	265,00	182.612	283,00	194.247	301,00	205.883	319,00	217.518	337,00
		171.623	266,00	183.258	284,00	194.894	302,00	206.529	320,00	218.165	338,00
		172.269	267,00	183.905	285,00	195.540	303,00	207.176	321,00	218.811	339,00
		172.916	268,00	184.551	286,00	196.187	304,00	207.822	322,00	219.458	340,00
		173.562	269,00	185.198	287,00	196.833	305,00	208.468	323,00	220.104	341,00
		174.209	270,00	185.844	288,00	197.479	306,00	209.115	324,00	220.750	342,00

II. — AUXILIAIRES A SALAIRE HORAIRE ET A SERVICE COMPLET

Prendre en fonction du salaire net, déclaré aux Contributions, la colonne S, la gratification apparaît
 dans la colonne de droite.

De ces sommes sont déduites LES COTISATIONS A LA CAISSE DE PREVOYANCE ou SECURITE SOCIALE.
 La gratification EST PROPORTIONNELLE à la durée du service effectué au cours de l'ANNEE 1959.

S	GE	S	GE	S	GE	S	GE	S	GE	S	GE
à partir de :	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.
4.600	1,00	124.196	14,00	262.190	29,00	400.184	44,00	538.179	59,00	676.173	74,00
13.800	2,00	133.395	15,00	271.390	30,00	409.384	45,00	547.379	60,00	685.373	75,00
23.000	3,00	142.595	16,00	280.589	31,00	418.584	46,00	556.578	61,00	694.573	76,00
32.199	4,00	151.794	17,00	289.789	32,00	427.783	47,00	565.778	62,00	703.772	77,00
41.399	5,00	160.994	18,00	298.989	33,00	436.983	48,00	574.978	63,00	712.972	78,00
50.598	6,00	170.194	19,00	308.188	34,00	446.183	49,00	584.177	64,00	722.172	79,00
59.798	7,00	179.393	20,00	317.388	35,00	455.382	50,00	593.377	65,00	731.371	80,00
68.998	8,00	188.593	21,00	326.587	36,00	464.582	51,00	602.576	66,00	740.571	81,00
		197.793	22,00	335.787	37,00	473.782	52,00	611.776	67,00	749.771	82,00
		206.992	23,00	344.987	38,00	482.981	53,00	620.976	68,00	758.970	83,00
		216.192	24,00	354.186	39,00	492.181	54,00	630.175	69,00	768.170	84,00
		225.391	25,00	363.386	40,00	501.380	55,00	639.375	70,00	777.369	85,00
		234.591	26,00	372.586	41,00	510.580	56,00	648.575	71,00	786.569	86,00
		243.791	27,00	381.785	42,00	519.780	57,00	657.774	72,00	795.769	87,00
		252.990	28,00	390.985	43,00	528.979	58,00	666.974	73,00	804.968	88,00

CONTRE LA COMPRESSION DES EFFECTIFS POUR DES ROULEMENTS HUMAINS SUR DEUX GRÈVES

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES... LYON... deux grandes gares de la Région Sud-Est ! Deux batailles livrées et gagnées parce que parties sur des bases solides, elles ont rassemblé dans le choc la totalité des Cheminots de l'Exploitation.

Luttes localisées, mais dirigées, coordonnées par les responsables et les militants syndicaux. Elles font la preuve, si cela était encore nécessaire, que même l'action la plus petite ne peut être accomplie sans la direction, le soutien du syndicalisme. Aucune revendication, fusse-t-elle la plus légitime, ne saurait aboutir si la responsabilité n'en est pas assumée par les représentants des Fédérations nationales. La solution ne peut intervenir que s'il y a des hommes capables de diriger les pourparlers au nom de la masse des camarades.

Nos camarades inorganisés ont dû sentir combien la puissance syndicale était indispensable au monde du travail et qu'il était de leur devoir, après cette expérience, non seulement de soutenir le Mouvement dans les périodes dures, mais surtout d'être partie prenante et agissante au sein d'une organisation. En notre époque moderne, l'Homme isolé ne pense plus et ne progresse plus.

Malgré ces deux victoires les problèmes ne sont pas pour autant résolus. Si la S.N.C.F. a reculé, elle est prête à agir à la moindre faiblesse, dès qu'elle s'apercevra qu'il peut exister une défiance vis-à-vis des Centrales syndicales. Ce n'est qu'en augmentant la confiance réelle des travailleurs en leurs organismes représentatifs que les cheminots obligeront la Direction à arrêter définitivement les mesures impopulaires et néfastes.

Ceux qui organisent le travail oublient volontiers la période où étant « exécutants » ils vitupéraient contre le surcroît de travail imposé par leurs prédécesseurs aux postes qu'ils occupent aujourd'hui. Ils deviennent des machines à calculer le temps, à réduire le personnel, sans tenir compte du facteur humain, suivant en cela certains de ces dirigeants qui traduisent la peine des hommes par des formules mathématiques.

Pour nous syndicalistes C.F.T.C., s'il est normal de fournir à l'entreprise le travail pour lequel nous sommes payés, il n'en est pas moins vrai que la dignité du travailleur est infiniment respectable et que la valeur de la personne humaine a plus de poids que la valeur technique.

Toute décision engageant la personne du travailleur, sa vie familiale, les loisirs auxquels il a droit, doit être soumise et discutée dans des organismes paritaires avant d'entrer en application. Les représentants du personnel doivent pouvoir, après étude, attirer l'attention des dirigeants sur les conséquences des modifications du régime de travail et notamment sur les coupures. D'ailleurs ces dernières vont à l'encontre des directives données

par les différents ministères et des conclusions émises par les médecins du travail dans leurs différents rapports. Elles sont trop souvent plus une brimade qu'une nécessité absolue.

Afin de faire respecter ces principes essentiels, nous avons soutenu, appuyé, encouragé les deux mouvements de grève déclenchés dans l'unité d'action à la base. Le motif étant local, il pouvait recevoir une solution locale, même si elle est intervenue par le Ministère des Transports.

Tous nos efforts, comme ceux des responsables de nos syndicats, tendaient à éviter d'inclure dans l'action les revendications nationales qui ne peuvent recevoir de solution que sur le plan national. Le mélange volontaire ne pouvait qu'amener une défaite sur tous les points, comme un trop grand nombre d'inorganisés risquent de permettre la contestation de la seule force efficace des travailleurs : « LE SYNDICALISME. »

L. BENOIT.

A LA SUITE DE L'AUDIENCE AU MINISTRE du 6 Mai 1960

La Commission mixte
se saisit de la question
le 9 Juin

« Comme suite à la réunion qui s'est tenue cet après-midi dans le bureau de M. le Directeur du Cabinet du Ministre des T. P., j'ai l'honneur de vous faire connaître que dans le but de mettre fin à un certain nombre de malentendus qui semblent s'être glissés dans l'application de la décision ministérielle du 31 janvier 1955, la Commission Mixte du Statut se saisira de cette affaire à la suite des travaux en cours concernant la réforme de structure des rémunérations des Cheminots. »

« Veuillez agréer...
« Signé : JOUBERT. »

La décision ministérielle dont il est question est celle ayant trait aux Comités Mixtes et en particulier pour la partie concernant les modifications des tableaux de Service. Cette question fait l'objet de l'ordre du jour de la Commission Mixte du 9 juin.



Exploitation.

Au Comité Mixte Central Exploitation

● Evolution du service des couchettes :

Utilisation des places de couchettes en 1959 par rapport à 1958 :

Nombre de places offertes en service dans les trains :

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.
1958	509.648	2.298.313
1959	557.238	2.892.135
	+ 9,3 %	+ 25,8 %

Nombre de places occupées dans les trains :

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.
1958	277.786	1.262.140
1959	307.088	1.733.470
	+ 10,5 %	+ 37,3 %

Le nombre de surveillants de voitures a-t-il augmenté dans les mêmes proportions ?

● Palettisation du détail :

Progression constante de l'utilisation des palettes. En mars dernier, il a été chargé :

— 444.400 palettes A.S. contre 243.200 en 1959 et 137.200 en 1958 ;
— 222.600 palettes C.A.O. contre 144.500 en 1959 et 124.900 en 1958 ;
— 30.800 palettes C.A.F. contre 20.800 en 1959 et 23.200 en 1958.

● Accidents du personnel :

Importante amélioration notamment pour les accidents mortels, par rapport à 1958 déjà en amélioration sur les années précédentes.

● Tarification :

La délégation C.F.T.C. demande qu'une étude soit entreprise sur la tarification des lignes et des laitières de hauts-fourneaux sur certaines relations pour éviter les pertes de trafic.

● Trafic réalisé sur les embranchements particuliers pendant l'année 1959 :

(Tonnage en millions de tonnes.)	
Embranchements sur embranchements	87
Embranchements sur gares ..	58
Gares sur embranchements ..	28
	173

Ces tonnages représentent 83 % du tonnage total de 1959.

● Part du trafic effectué par trains complets :

Transportés et groupés et rames : 79 millions de tonnes.

Desserte routière de Lille :

Etant donné les avantages d'ordre commercial que procure cette desserte (amélioration incontestable des délais d'acheminement, services beaucoup plus souples

auxquels la clientèle est maintenant habituée), la Direction prétend qu'il ne saurait être question actuellement de revenir à la situation ancienne.

Sur l'insistance de la délégation C.F.T.C., la Direction commerciale verra s'il est possible de faire établir un bilan d'exploitation de cette desserte.

● Nombre de KP (intérimaires) :

Six sur la Région Est, quatre sur la Région Sud-Est et deux sur la Méditerranée. Aucun poste de l'espèce n'est prévu sur les autres régions.

● Evolution du nombre de contrôleurs de gare :

CKGP + CKG + KG :

	1950	1959
Est	132	108
Nord	136	139
Ouest	139	156
Sud-Ouest	252	222
Sud-Est	168	146
Méditerranée	104	107
Total S.N.C.F.	931	878

● Perspectives d'embauchage et d'admission au cadre permanent :

L'embauchage des auxiliaires étant réalisé en fonction des besoins, les admissions au cadre permanent seront vraisemblablement de l'ordre de 3.000 pour 1960.

● Mesures envisagées pour améliorer l'acheminement des écritures :

Une méthode d'acheminement des écritures des RO du régime intérieur, adaptée aux nécessités nouvelles (centralisation de la comptabilité et de la taxation) est à l'essai depuis quelque temps déjà sur une Région.

● Révision des porte-étiquettes à volet :

La Direction examinera ce qui peut être fait pour remédier aux nombreuses détériorations.

● Etablissement des relevés de trains :

Etant donné les résultats satisfaisants obtenus lors des essais avec le papier hydrofuge, tous les relevés de trains seront dorénavant imprimés sur ce papier et les gares intéressées en seront dotées au fur et à mesure de l'épuisement des stocks au Magasin Général. Ces mêmes gares pourront demander la fourniture de crayons à bille spéciaux permettant l'établissement correct des relevés, notamment par temps de pluie.

Pierre VACHERAND.

CONTROLE DE ROUTE

Une audience nous a été accordée par M. BURON, de la Direction du Service Central du Mouvement, le 6 mai.

Les questions suivantes ont été examinées :

I. - Utilisation des SUVT

Nous avons fait état de l'abus qui est fait en ce qui concerne l'utilisation des SUVT comme KRU. Cela permet aux régions de maintenir indéfiniment ces agents, ayant subi les épreuves de l'examen de KRUAD, sur une liste d'aptitude ; on a ainsi des contrôleurs au rabais pendant la plus grande partie de l'année.

D'autre part, certaines régions ont des besoins en SUVT qui ne sont pas couverts.

M. BURON a accepté de faire une enquête sur les points précis qui lui sont signalés.

II. - Attribution de porte-documents aux agents du contrôle de route

M. BURON fait état de l'hostilité de certains Inspecteurs du Contrôle de Route.

Il accepte toutefois, sur notre insistance, de faire procéder à un essai sur toutes les régions.

III. - Suppression de la trousse médicale qui fait double emploi avec les boîtes de grands secours

M. BURON déclare que la S.N.C.F. ne peut prendre une telle décision qui dépasse d'ailleurs sa compétence.

Par contre il veut bien examiner la possibilité de faire placer ces attributions en un lieu fixe dans le train, ce qui revient à nous en décharger ; c'est au fond ce que nous demandons.

IV. - Examens des problèmes généraux qui se posent à la filière

Pour la première fois, M. BURON accepte qu'il soit procédé à un examen de notre situation en regard des charges qui nous sont imposées, sans pour autant s'engager à quoi que ce soit, bien entendu.

Il y a là un très net changement d'atmosphère, et si rien de positif n'a pu être arrêté, du moins l'évolution est, elle, assez nette. Ainsi notre combat de plusieurs années paraît entrer dans une phase moins figée.

Certes tout est encore à faire, mais le combat s'engage mieux.

Il est nécessaire plus que jamais que nous fassions corps. L'issue de cette bataille dépend de vous : nous vous attendons.

P. BOUQUET.

AUX EX-AGENTS des chemins de fer Tunisiens

Un document très complet sur le contentieux des affaires tunisiennes a été édité par notre service Juridique.

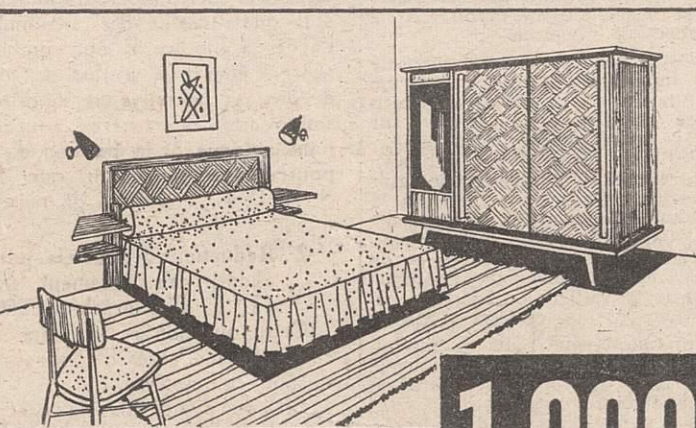
Il porte sur :

- I. Garantie des pensions et retraites ;
- II. Problèmes de l'intégration ;
- III. Rentes d'accident du travail ;
- IV. Protection des retraités S.N.C.F. contre les risques sociaux ;
- V. Frais de changement de résidence ;
- VI. Avantages annexés au contrat de travail S.N.C.F.T.

Pour obtenir ce document nos camarades doivent écrire à la Fédération, service Juridique, en joignant une enveloppe 14x22 centimètres timbrée à 0,50 N.F. pour la France. Pour les envois destinés à la Tunisie, joindre un coupon International de la contrepartie en dinars de 1 N.F.

economisez 100 NF

(10.000 F)
avec les Prix "Jumelés" Lévitán



500 NF

LA CHAMBRE PRISE SEULE : chêne plaqué verni. Armoire 130x179x59, 1/2 penderie, 1/2 lingère avec glace et 2 tiroirs à l'anglaise - Lit-dossier, chevets attenants, de 190 pour literie de 140x188.



600 NF

LA SALLE DE SÉJOUR PRISE SEULE : chêne plaqué verni. Bahut 180x96x45 - Table 130x90 - 4 chaises hêtre teinté chêne garnies plastique.

1.000 NF

PRIX GLOBAL
POUR CES
2
MOBILIERS

Lévitán

63, bd Magenta - Paris 10^e

Conditions spéciales réservées à MM. les Cheminots.

18 mois de crédit accordés immédiatement sans formalités avec 10 % à la commande - 15 % à la réception.

BON

pour un
CATALOGUE GRATUIT
N° 74

40 HEURES

LA FÉDÉRATION C.F.T.C. SAISIT LE PREMIER MINISTRE POUR UNE DISCUSSION A LA COMMISSION-MIXTE

A plusieurs reprises, la question de la réduction des heures de travail a été posée par notre organisation à la Commission-mixte. Dans une des dernières séances le Président ayant indiqué qu'il s'agissait là d'un problème de gouvernement quant aux principes, la lettre suivante a été adressée à M. DEBRÉ :

Paris, le 3 juin 1960.

Monsieur le Premier Ministre,

Parmi les différentes revendications présentées par les Cheminots et leurs Organisations syndicales depuis plusieurs mois, il en est une qui leur tient particulièrement à cœur, c'est celle de la réduction de la durée du travail.

A plusieurs reprises cette question a été soulevée par notre Organisation à la Commission mixte du Statut de la S.N.C.F., mais le Président nous a indiqué qu'il s'agissait là d'un problème de Gouvernement, qui ne pouvait être réglé dans son principe qu'à cet échelon ; la Commission ayant ensuite à déterminer les modalités pratiques d'application.

Nous insistons donc, Monsieur le Premier Ministre, pour qu'une décision de votre part intervienne rapidement dans le sens de l'examen par la Commission mixte du Statut de la réduction par étapes de la durée du travail dans les Chemins de Fer.

Pour vous permettre de prendre une décision en toute connaissance de cause, nous vous indiquons ci-dessous les raisons qui, pour notre part, motivent cette revendication :

1° Le texte concernant la réglementation de travail à la S.N.C.F. (approuvé par M. le Ministre des T.P. le 1^{er} mai 1945) indique en son préambule :

« La durée légale des agents de la S.N.C.F. reste fixée à quarante heures par semaine (Loi du 21 juin 1936). Toutefois, eu égard au rôle essentiel des Chemins de Fer dans l'économie française et aux tâches particulièrement lourdes résultant des destructions de guerre, la durée normale du travail est fixée à quarante-huit heures par semaine... »

Il est bien évident que si le Chemin de Fer continue à jouer un rôle essentiel dans l'économie française, les destructions résultant de la guerre, qui avaient motivé la semaine de 48 heures, sont maintenant réparées et que cet argument considéré comme primordial en 1945 a disparu en 1960.

2° La Modernisation du Réseau de la S.N.C.F., qui a permis de ramener l'effectif des Cheminots de

500 000 en 1945 à 360 000 en 1960 n'a pas pour autant diminué la peine du personnel dans ses conditions de travail.

Une première réduction de la durée du travail serait donc une simple mesure de justice, le progrès technique de la productivité devant progressivement amener un temps de travail plus faible.

3° Le problème démographique qui, dès cette année, amène sur le marché du travail les jeunes nés en 1945. Cela est déjà sensible à la S.N.C.F. sur le nombre de jeunes candidats aux écoles d'apprentissage. Ce mouvement va d'ailleurs s'amplifier dans les années qui viennent. Il serait en ce sens anormal qu'une grande entreprise nationale comme la S.N.C.F. continue à appliquer un horaire hebdomadaire de 48 heures et laisse au chômage des jeunes qui recherchent du travail.

4° Au plan de l'Europe, la grande majorité des réseaux de Chemins de Fer appliquent déjà une réglementation de travail basée sur une durée hebdomadaire inférieure à 48 heures. Il serait quand même regrettable que la France et la S.N.C.F., qui ont montré en ce domaine la voie du progrès social, restent en retrait sur les autres Nations européennes.

Si la discussion sur ce problème était autorisée à la Commission mixte S.N.C.F., notre organisation serait prête à faire des propositions concrètes qui permettraient sans à-coup et sans difficultés majeures pour la S.N.C.F. et son service de revenir par étapes à la semaine de 40 heures.

Nous espérons, Monsieur le Premier Ministre, que, compte tenu de l'importance de cette question présente pour les Cheminots, vous voudrez bien autoriser la Commission mixte de la S.N.C.F. à s'en saisir dans les délais les plus brefs.

Dans l'attente de votre décision,

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour le Bureau Fédéral :

P. BUTET,
Secrétaire général.

NOUS NE SOMMES PAS DES SUIVEURS !

LA FEDERATION DES CHEMINOTS C.F.T.C. considérant :

— LES AVANTAGES INCONTESTABLES pour tous les cheminots (actifs et retraités) du NOUVEAU SYSTÈME DE REMUNERATION ;

— Les engagements SUR L'ÉTUDE DES PROLONGEMENTS PROFESSIONNELS ET SOCIAUX DE LA MODERNISATION,

constatant :

— QU'AUCUNE ORGANISATION SYNDICALE N'AIT MANIFESTÉ DE DESACCORD FONDAMENTAL sur le nouveau projet ;

— Que les oppositions notamment de la C.G.T. et de la F.G.A.A.C. n'ont été assorties d'AUCUNE PROPOSITION CONCRÈTE tant en ce qui concerne le salaire de base que la répartition des coefficients ;

— QU'UNE GREVE DE 24 HEURES LE 31 MAI dans ces conditions n'AURA POUR SEUL RESULTAT QUE LA PERTE D'UNE JOURNÉE DE SALAIRE au même titre que les grèves anarchiques précédentes ;

Soucieuse de LA DÉFENSE EFFICACE DES CHEMINOTS actifs et retraités LA FEDERATION DES CHEMINOTS C.F.T.C. LES INVITE A NE PAS PARTICIPER AU MOUVEMENT DE GREVE DE 24 HEURES LANCÉ PAR LA C.G.T. ET LA F.G.A.A.C., GREVE DÉCIDÉE SANS CONSULTATION DES AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Le 30 mai 1960, à 17 heures.

NOTRE AVIS sur la demande de conciliation adressée au Président par la C.G.T.

Paris, le 2 juin 1960.
M. le Président
de la Commission
Nationale
de Conciliation
S. N. C. F.

533 50.22

Monsieur le Président,

Nous vous accusons réception de votre lettre CT/SN 4, du 30 mai 1960, par laquelle vous nous demandez de vous faire connaître notre avis sur l'opportunité de réunir la Commission Nationale de Conciliation à la demande de la Fédération des Cheminots C. G. T.

Sur les motifs invoqués pour cette demande :

1° Passage automatique de l'indice A à l'indice B.

Notre Fédération a refusé énergiquement la promotion au choix exclusif de la Direction de la S. N. C. F.

Les concessions faites sur ce point par la S. N. C. F. : Participation des délégués du personnel, pourcentage d'avancement à l'ancienneté garantissant à la quasi-totalité des cheminots l'accès à l'indice B ont conduit notre Fédération à donner son accord au projet ainsi modifié, sous certaines réserves concernant notamment la fixation d'un pourcentage maximum que la S. N. C. F. a accepté de réexaminer.

2° Réduction des délais pour aboutir au paiement des 11 % d'ici octobre 1960.

Cette question rentre dans le cadre des modalités d'application du nouveau système.

Si l'on avait suivi la procédure initialement adoptée, elle aurait fait l'objet d'une discussion à la Commission Mixte avec les seules organisations syndicales signataires du document de base. En fait, la décision ministérielle du 24 mai 1960 a eu pour effet de permettre aux organisations syndicales, la C.G.T. en particulier, de discuter les modalités d'application du nouveau système de rémunération des cheminots. C'est ce qu'elles ont fait à la réunion de la Commission Mixte du 31 mai 1960.

3° Réduction de la durée hebdomadaire du travail.

Sur ce point, la Commission Mixte n'a pas encore été amenée à faire connaître son avis. Vous-même et M. le Directeur du Cabinet du Ministre nous avez indiqué qu'il s'agissait d'un problème de Gouvernement. En conséquence, la Fédération des Cheminots C. F. T. C., qui a fait connaître en commission sa position favorable à la diminution de la durée hebdomadaire du travail, a saisi M. le Premier Ministre de cette affaire.

Dans ces conditions :

1° La C. F. T. C., pour sa part, ne considère pas qu'il y a conflit sur le passage de l'indice A à l'indice B, compte tenu des concessions faites par la S. N. C. F. ;

2° La C. F. T. C. ne considère pas qu'il y avait conflit sur les étapes le 22 mai puisque la structure même de la rémunération n'était pas fixée et qu'au surplus l'organisation demanderesse n'est fondée à discuter des modalités d'application du nouveau système qu'à la mesure où elle accepte ledit système au moins comme un état de fait, compte tenu de la décision du Ministre qui lui accorde une faveur exceptionnelle de discussion dont elle s'était exclue ;

3° La C. F. T. C. considère qu'il est possible de discuter rapidement de la diminution de la durée hebdomadaire du travail, mais que pour autant le conflit n'est pas encore ouvert sur ce point.

N'estime pas utile la réunion de la Commission Nationale de Conciliation, mais répondra néanmoins à la convocation de son Président si celui-ci en juge autrement.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en nos sentiments respectueux.

P. BUTET,
L. FASSINOTTI,
Membres
de la Commission
Nationale
de Conciliation.

Union Fédérale des Cadres C.F.T.C.

11^e Congrès - Paris, 20 - 21 - 22 Mai 1960

FIDÉLITÉ ET DYNAMISME

C'EST à Paris, au siège de la Confédération, que s'est tenu les 20, 21 et 22 mai 1960 le 11^e Congrès de l'U.F.C. Près de 200 camarades « Cadres » ont suivi et participé à cette importante manifestation de la vie syndicale fédérale.

L'actualité professionnelle a donné un éclat tout particulier à ces assises et ce ne fut pas l'un des moindres intérêts de ce Congrès que l'information donnée presque heure par heure du déroulement laborieux des travaux

de la Commission Mixte du Statut par son représentant « Cadre », notre camarade Fassinotti.

L'actualité syndicale pour aussi importante qu'elle fût ne constituait pas la totalité de l'ordre du jour des travaux, loin s'en faut.

Le rapport moral qui situait l'action fédérale écoulée depuis deux ans a permis aux divers intervenants de constater combien les décisions du pouvoir prises dans les domaines économiques et sociaux avaient eu de répercussions immédiates dans le domaine de la vie professionnelle et combien l'action syndicale pour être lucide et efficace ne pouvait plus ignorer le domaine politique.

C'est ainsi que le Congrès a jugé nécessaire dans sa motion finale de souligner que la Confédération se devait de prendre des positions syndicales en matière politique en dehors de toute optique de parti.

Avec la discussion du rapport « les Cadres et le Syndicalisme », il est apparu que la formule de la Fédération d'Industrie était la forme la plus efficace pour la représentation de toutes les catégories de travailleurs, la défense de leurs intérêts propres et la recherche d'une promotion collective.

Ce souci de l'unité fédérale dans le respect des particularités et la nécessité vitale de liaisons, de contacts, de travaux en commun entre les diverses catégories ont été vivement ressentis.

L'U.F.C. a marqué par là qu'elle rejetait toute forme de syndicalisme catégoriel, limité à la seule défense d'intérêts particuliers. Ses adhérents souhaitent un syndicalisme de large ouverture, librement exprimé dans un Mouvement dont la doctrine est avant tout basée sur la dignité et le respect de l'homme.

Cette conception fondamentale et immuable de notre doctrine syndicale, on la retrouvait exprimée tout au long du rapport sur « les conséquences de la Modernisation » présenté par Vyhnant. Ce rapport a permis de constater que les « Cadres » attachés à la technique sont attentifs à son développement, mais surtout soucieux de ses conséquences et de ses répercussions sur l'homme, sur le travailleur qui doit en bénéficier et non en être victime.

Signalons que dans sa motion finale, le Congrès a renouvelé son désir de voir une coopération plus étroite s'établir entre toutes les organisations de « Cadres » de la C.F.T.C. afin d'éviter le privilège excessif accordé à des organismes catégoriels de la représentation exclusive des « Cadres » auprès des Pouvoirs publics.

En conclusion nous pouvons écrire que ce Congrès a souligné l'intérêt de la participation active des cadres à la vie fédérale. On doit se féliciter qu'en dépit des difficultés que leur créent les organisations voisines, les Cadres aient si vigoureusement marqué leur attachement et leur fidélité à la C.F.T.C.

R. HONORAT,

Secrétaire général de l'U.F.C.

LE CHEMINOT DE FRANCE

REDACTION et ADMINISTRATION

26, rue de Montholon, 26

PARIS (IX^e)

Téléphone : TRUDAINE 91-03

Compte chèque postal :

Fédération - Paris 26-44

Abonnement annuel : 5 NF

(compris dans la cotisation syndicale)

POUR LA PUBLICITÉ

s'adresser

AGENCE PUBLICAT

24, bd Poissonnière - PARIS (9^e)

Téléphone : PROVENCE 86-51



Le Gérant,
Maurice DUBOIS

IMPRIMERIE SPECIALE

du « CHEMINOT DE FRANCE »

5, rue du Cornet, Le Mans - 43.819

Travail exécuté par des syndiqués



LE CHEMINOT DE RETRAITE DE FRANCE

ORGANE de la FÉDÉRATION des SYNDICATS CHRÉTIENS des CHEMINOTS de FRANCE et des TERRITOIRES d'OUTRE MER

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS

UNION FÉDÉRALE DES CHEMINOTS RETRAITÉS

26, rue de Montholon
PARIS (IX^e)
3^e étage - Porte 315

Permanence
du lundi au vendredi
Tél. TRU. 91-03 Poste 315
C. C. P. Paris CC 7005-34

Correspondance, adhésion, service du journal et envoi de fonds, exclusivement à l'adresse et au numéro de compte ci-dessus.

Maison familiale de vacances et de repos

UN GRAND MERCI !

Le président de la M.F.V.R. a un devoir de reconnaissance à remplir à l'égard des très nombreux camarades retraités qui, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle du 8 mai, ont souscrit le timbre de solidarité.

Le bel exemple qu'ils ont donné, mérite d'être suivi. Plus de 150 timbres ont été placés sur les cartes syndicales, représentant un apport de 150 Nouveaux Francs pour notre modeste trésorerie.

A tous un chaleureux merci. Et que tous sachent bien qu'ils recevront toujours au Château des Termes le plus cordial accueil, dans les meilleures conditions. Ils seront particulièrement les bienvenus après les vacances scolaires, lorsque la M.F.V.R. aura retrouvé son calme et repris sa fonction de maison de repos.

André PAILLIEUX.

EN PAGE 8 :

Compte rendu de
l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

BUREAU NATIONAL POUR 1960-1961

Doyen d'honneur	MM.
Présidents d'honneur	DUFOUR Georges
	BROSSARD Paul
	GAUGE Jean
	LE COZ Pierre
Membre d'honneur	PAILLIEUX André
Président	MARGUIRON Marc
Vice-Présidents	GRIMAULT Léon
	SIRURGUET René
Secrétaire général	GARRALDA Bernard
Secrétaire général adjoint chargé de la Trésorerie	CADET Henri
Secrétaire général adjoint	HAILLANT Gaston
Délégué général	BONNARD André
Secrétaires	MORICE Alphonse
	LAVIT Jean-Marie
	BOULANGER François
	BARBE Jules
Trésorier adjoint	
Archiviste	

COMITÉ PERMANENT

Président	MM.
Secrétaire général	PAILLIEUX André
Secrétaire général adjoint	SIRURGUET René
Délégué général	CADET Henri
Secrétaire général adjoint chargé de la Trésorerie	HAILLANT Gaston
Secrétaires	GARRALDA Bernard
	LAVIT Jean-Marie

NOUVELLES BRÈVES

PROPAGANDE

Les nouvelles dispositions prévues pour la modification de notre système de rémunération constituent un excellent thème de propagande.

Utilisez-le largement, d'une part avec « Le Cheminot de France » spécial de mai, d'autre part, avec les indications contenues dans l'article « A un tournant » de notre secrétaire général.

C'est à tous les cheminots retraités, syndiqués ou non, qu'il faut donner toutes les explications utiles et préciser notre position largement et énergiquement appuyée par nos camarades actifs.

Nous vous laissons le choix des moyens, mais il faut que chacun de nos adhérents se considère comme mobilisé pour cette campagne très favorable à notre développement.

TRIMESTRE DE JUILLET

Ce sera le trimestre normal dont le montant sera inférieur à celui d'avril, puisqu'il ne comportera aucun rappel.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MUTUELLE FAMILIALE

Elle aura lieu le samedi 11 juin 1960 à partir de 14 h. 30, au siège

de la Maison des Travailleurs Chrétiens, 26, rue de Montholon, Paris (9^e).

Elle revêtira une importance particulière et nous demandons à nos adhérents de province, qui le pourront, d'y venir nombreux.

Il va sans dire que nous comptons sur tous nos adhérents de Paris et de la région parisienne qui n'ont pas besoin de permis et n'ont aucune dépense à engager.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE L'UNION FÉDÉRALE

Des études sont actuellement en cours pour modifier, dans un sens qui nous sera favorable, nous l'espérons, nos relations avec la Fédération.

Le Congrès Fédéral, qui se tiendra à la mi-septembre, prendra position sur cette question.

Nous aurons donc à nous prononcer sur la décision qui sera prise et cela ne pourra revêtir un caractère officiel que si notre avis est pris au cours d'une Assemblée générale.

Cette manifestation devrait avoir lieu très rapidement après le Congrès Fédéral et nous pensons la situer fin octobre ou commencement novembre. Bien entendu, le Conseil se réunirait la veille.

MAISON DE VACANCES DE REPOS ET DE RETRAITE

Dès maintenant, notre maison de Saint-Denis près Martel dispose de quelques chambres pour y accueillir des retraités veufs ou célibataires, obligés de vivre seuls et qui ne sont pas impotents.

Ceux de nos adhérents que cette question intéresse pourront s'adresser à M. Léon Delsert, directeur de la Maison de Vacances des Cheminots à Saint-Denis près Martel (Lot).

CORRESPONDANCE

Les correspondances qui nous sont adressées par nos adhérents ne doivent plus l'être à titre personnel pour l'un ou l'autre de nos militants. Elles doivent être adressées à l'Union Fédérale des Cheminots Retraités, 26, rue de Montholon, Paris (9^e).

BONIFICATION DE CAMPAGNE

La question n'avance pas. Nous intervenons auprès de la Fédération des Cheminots anciens combattants pour qu'elle demande au Premier Ministre d'accorder une audience à une délégation composée de tous les représentants des organisations intéressées par la question.

DÉCÈS

On nous signale le décès de :
— l'épouse de notre conseiller Pierre BOUSSANT, fondateur de la C.F.T.C. parmi les cheminots du Maroc ;
— M^{me} PREVOST, épouse du dévoué trésorier du groupe de Châlons-sur-Marne ;
— MOULIS Louis, de Béziers ;
— notre dévoué camarade NICOLAS François, de Beauvais, décédé subitement au retour du Congrès ;
— JAUSSAUD Léon, de Lyon ;
— GUILLAUMAT, notre correspondant de Paris Sud-Est ;
— ANGLADE Emile, de Soisy-sous-Montmorency ;
— HEQUET Gustave, DELOBEAU André, du groupe d'Hellemmes ;
— MOUTET Paul, d'Arles ;
— et l'épouse de notre conseiller CARRE Pierre, ainsi que celle de MOREAU Sylvain, de Limoges.
A leurs familles, nous adressons nos chrétiennes condoléances et l'assurance de notre profonde amitié.

Producteur-Grainier cherche pr visiter épice, tabacs, drog., bazars retraités avec notion de jardinage. Pourrait visiter égal grain., fleur., etc., pr autres march. Trav. poss. tie l'année. VAUTIER, 8, rue St-Bon, Paris (4^e).

A un tournant...

A PRES une éclipse de 6 mois, le signataire de ces lignes, chers vieux amis, dont la nomination a été statutairement maintenue par notre Conseil du 6 mai et ratifiée par l'Assemblée générale du lendemain, a repris son poste de Secrétaire général de notre Union fédérale.

Qu'il vous dise tout d'abord que c'est avec le même cœur et avec la même énergie, qu'il continuera à défendre vos intérêts.

★

UN événement capital s'est produit pendant cette interruption de fonction, qui est susceptible d'apporter de profondes modifications dans notre condition.

Nous voulons parler des propositions, dont nos journaux vous ont donné l'essentiel, et qui consistent dans la modification profonde de notre système de rémunération et de sa répercussion sur nos retraites.

La question a été discutée à la commission du statut où, bien entendu, notre Union fédérale est officiellement représentée.

★

D'UNE façon générale nous pensons que le principe nouveau est bon et qu'il doit nous apporter des avantages ; il se rapproche d'ailleurs du système en vigueur à l'E.G.F.

Nous n'entrerons pas dans le détail, notre page de journal n'y suffirait pas. Nous dirons, dans la brièveté nécessaire d'un article, qu'en ce qui nous concerne, il existe quelques points de friction que nous allons énumérer.

1) LES ÉLÉMENTS COMPTANT POUR LA RETRAITE

Le projet prévoit un changement sur ce point ; le traitement fixe, les primes de toutes natures continuent à entrer en compte. La prime de fin d'année demeure.

Disons, pour être objectifs, que l'indemnité spéciale dégressive payée aux agents en activité les moins rémunérés, est également incorporée dans le traitement ce qui aura pour effet d'augmenter les petites pensions, ce dont nous nous félicitons, puisque notre souci majeur a toujours été de défendre plus particulièrement les plus défavorisés d'entre nous.

Tout cela ne saurait cependant nous satisfaire, puisque nous réclamons depuis très longtemps, l'incorporation dans la retraite, conformément à l'esprit de la loi de 1909, de tous les éléments de salaire, n'ayant pas le caractère d'une gratification ou d'un remboursement de frais.

Nous restons fermement attachés à cette revendication essentielle et peut-être, au fur et à mesure du déblocage des crédits, n'est-il pas vain d'espérer qu'un jour... ? Nous bâtissons, en effet, pour l'avenir.

2) GLISSEMENT DES INDICES

Il provoque, pour nous, quelque inquiétude.

Si le glissement de toute catégorie ou d'une filière sur l'indice supérieur, c'est-à-dire d'un groupe d'agents, entraînera automatiquement le glissement parallèle des retraités de cette catégorie ou de cette filière, par contre, le glissement individuel prononcé au choix pour un agent, n'aura aucune répercussion sur les

retraités de même appartenance. Ce sera la réédition de ce qui s'est passé depuis le reclassement de 1948, notamment à propos des maîtres-ouvriers.

Nous ne sommes pas d'accord sur ce point, et si des glissements d'actifs sont prononcés individuellement au choix, il n'est pas déraisonnable, pensons-nous, de prétendre que dans le passé, certains retraités auraient pu y prétendre.

La difficulté gît évidemment dans la recherche des intéressés et cela devient une impossibilité.

Nous avons cependant, sur le sujet des idées que nous ferons valoir au moment opportun, car nous sommes convaincus que des critères sérieux peuvent être admis, qui donneraient leur chance aux retraités.

3) PRIMES

Aucune modification n'est apportée, pour le moment du moins, à l'incidence des primes dans le calcul de la retraite. Les pensions continuent, en effet, à être déterminées comme anciennement.

Il en résultera donc toujours une différence de pension de plus de 8 % entre la pension d'un administratif et celle d'un retraité des autres catégories, dans une même échelle, au même échelon et avec un même nombre de semestres.

Cela, bien entendu, nous ne pouvons l'admettre et en ce qui nous concerne, nous, retraités, nous disons : à l'échelle, échelon et trimestres égaux, pensions égales.

4^e DEMI-ÉCHELLES

Aucun changement pour le moment, la question reste entière.

★

CES nouvelles structures seront mises en place, en plusieurs étapes et au fur et à mesure de l'octroi des crédits, pour aboutir vers le milieu de l'année 1961, à une augmentation que l'on prévoit devoir dépasser légèrement 11 %.

Et tout ne sera pas fini, car on abordera à cette époque la question des glissements.

Et puis, nous espérons bien que l'affaire de l'incorporation des parts de productivité dans la retraite n'est pas tombée à l'eau et qu'elle se discutera un jour ou l'autre.

Et puis, il y aura à entreprendre l'adaptation du Règlement des retraites aux nouvelles structures.

Et puis, et puis... combien d'autres questions viendront se greffer, au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la Commission.

Il faudra que, de part et d'autre, les parties en présence manifestent la ferme volonté d'aboutir, avec tout ce que cela suppose, de bon sens, d'esprit de compréhension et de conciliation dans les deux sens.

Pour notre part, nous n'y manquerons pas et à ce tournant de l'évolution de nos structures essentielles, nous vous assurons, chers amis, forts de l'appui de nos jeunes camarades, sans l'aide desquels nous ne pourrions rien, de déployer toute notre énergie et toute notre ténacité.

R. SIRURGUET,
Secrétaire général.

Assemblée Générale du 7 Mai 1960

COMPTE RENDU DES DÉBATS ET INTERVENTIONS

LE Conseil qui, la veille, précédait notre Assemblée générale annuelle, avait été passionné autant que sérieux, en raison des questions importantes à débattre et laissait présager un débat animé pour le lendemain.

Avec le petit retard réglementaire, notre Assemblée s'ouvre sous la présidence de notre ami MARGUIRON, du Sud-Est, avec, pour assesseurs, GËTZ, de l'A.L., et CARPE, de la Méditerranée.

A noter la présence de GAUGE, notre président d'honneur; de DERVILLEZ et NICOLAS, représentants de la Fédération; de GUIDI, délégué au Comité de Gérance de la Caisse des Retraites; DEBANDE, de l'Union Est; Charles LEGRAND, de l'Union Nord; MIGNARD, de l'Union Ouest; MULARD, de l'Union Fédérale des Cadres; ANDRIEU, des chemins de fer secondaires; MIQUEL, de Tunisie et HARDION, du Maroc. Étaient également parmi nous: GARNIER, président d'honneur de la Fédération; Léon DELSERT, directeur de la M.F.V.R. et enfin, PE, doyen d'âge de nos adhérents (93 ans) qui n'a pas hésité à venir de Rambouillet pour prouver sa fidélité à notre Union. La salle lui fait une ovation, bien méritée d'ailleurs.

Notre Président en exercice, PAILLIEUX, prononce l'allocation de bienvenue d'usage, constatant avec un immense plaisir que le nombre d'adhérents présents à nos réunions croît d'année en année, augmentant ainsi sans cesse la force de notre mouvement.

INTERVENTION DE G. LEVARD

Secrétaire Général de la C.F.T.C.

A ce moment, Georges LEVARD, secrétaire général de la C.F.T.C., vient nous faire l'honneur de s'associer à nos travaux.

Après avoir assuré notre U.F.R. de l'intérêt amical qui lui porte la Confédération, il rappelle combien est agréable cette tradition qui consiste à se retrouver chaque année, témoignant ainsi de la permanence de l'action syndicale.

Il dit la préoccupation de la C.F.T.C. devant la course au record de production entreprise par les Nations qui méprisent de plus en plus les conditions humaines de travail des salariés, au nom de la modernisation. Il refuse aux entreprises le droit de trouver une solution aux problèmes de reconversion sans collaboration entre patrons et ouvriers, concluant que la civilisation est au service de l'homme et non à celui d'intérêts particuliers.

RAPPORT FINANCIER ET ELECTIONS STATUTAIRES

GARRALDA présente le rapport financier avec une éloquence qui provoque les bravos de nos amis. Mais le malheureux a l'imprudence de parler d'une certaine réserve! On n'a pas idée d'un ministre des finances qui présente un budget en excédent! Immédiatement une dame s'élève contre cette thésaurisation et propose de débloquer une partie de cette réserve en vue d'intensifier notre propagande. Nous sommes d'accord, d'autant plus que la question avait été examinée au Conseil de la veille.

La Commission de Contrôle n'a pas d'observation à présenter et le rapport est adopté à l'unanimité.

Il est procédé ensuite à la désignation des conseillers par les Régions, puis à l'élection des conseillers par l'Assemblée générale et à la constitution du Bureau de l'U.F.R. Vous trouverez par ailleurs le résultat de ces consultations.

PAILLIEUX propose la création d'un Comité permanent chargé de prendre rapidement des décisions dans des cas urgents, lorsqu'il n'est pas possible de convoquer immédiatement le bureau, ses membres étant dispersés aux quatre coins de la France. Ce Comité pourrait prendre des décisions valables statutairement, avec délégation du Bureau.

Proposition adoptée à l'unanimité.

LE PROBLEME DES RETRAITES

C'est au tour d'HAILLANT de faire l'historique des discussions salaires-retraites à la Commission Mixte du Statut des relations collectives.

Le numéro spécial du « Cheminot de France » de mai est

suffisamment explicite pour qu'il soit inutile de reparler de la grille proposée par la S.N.C.F.

Notre camarade précise toutefois que, quoi qu'il arrive, nous sommes assurés que l'augmentation effective des pensions ressortira à 8 % à la fin de 1960.

En ce qui concerne la nouvelle grille de salaires, calquée sur celle mise en vigueur à l'E.G.F., la question a évolué et la S.N.C.F. a fait des propositions concrètes, toujours à l'étude, car nous cherchons à obtenir le maximum de garanties. Il n'y a donc rien d'arrêté et nous en sommes toujours aux préliminaires.

Cependant, le président de la Commission, M. JOUBERT, a confirmé qu'en tout état de cause, le rapport salaires-retraites ne serait plus dégradé, mais au contraire amélioré.

En marge de l'Assemblée générale

Notre ami Pierre LE COZ nous ayant demandé de mettre fin à son mandat de Conseiller, nous n'avons pu, à notre grand regret, qu'accéder à son désir motivé par des raisons de santé.

Pour le remercier de sa longue collaboration et de son dévouement à notre Union, nous avons cru pouvoir demander à notre Assemblée générale de nommer LE COZ membre d'honneur de notre Bureau National.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Ajoutons que LE COZ continuera à exercer ses fonctions de receveur pour Paris, dans la mesure du possible.

Nous tenons également à adresser nos plus vifs remerciements à notre camarade Georges GUIDI, représentant de la Fédération au Comité de Gérance de la Caisse des Retraites, pour l'excellent travail qu'il a déjà accompli à ce Comité.

Nous sommes certains que, grâce à sa compréhension et à sa collaboration de tous les instants avec notre Bureau de l'Union, la représentation de nos intérêts est entre bonnes mains et nos adhérents peuvent être assurés qu'ils ont là un défenseur sur lequel ils peuvent compter quoi qu'il arrive.

De nombreux camarades ayant eu à s'adresser au Service Juridique de la Fédération, nous demandons de transmettre à notre ami Derville le témoignage de leur reconnaissance pour l'aide et les conseils désintéressés qu'il leur a prodigués.

C'est une mission agréable dont nous nous acquitons avec plaisir, en joignant nos remerciements à ceux de nos adhérents.

H. C.

Nous demandons que la nouvelle grille envisagée soit réelle et garantie indéformable, par un engagement écrit des autorités de tutelle.

Si cette nouvelle grille est mise en application elle se traduira pour nos retraités par une augmentation de 10,5 % environ, effective au milieu de 1961.

Quelques camarades demandent des précisions sur les demi-échelles et l'indice L. Il est difficile de les renseigner avec exactitude rien n'étant arrêté à ce sujet.

A ce moment, notre doyen d'honneur DUFOUR (87 ans), fondateur de la Fédération en 1918, arrive tout guilleret, de son ermitage de Barbizon et recueille les applaudissements nourris et reconnaissants de tous nos camarades.

RÉSOLUTION

adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale du 7 mai 1960

Réunis en Congrès à la Maison des Travailleurs Chrétiens le 7 mai 1960, les représentants des 250 Groupes de cheminots retraités C.F.T.C. ont adopté les conclusions et résolutions suivantes :

— MARQUENT EN PREMIER LIEU LEUR PROFONDE SATISFACTION pour la progression de leurs effectifs qui s'est particulièrement accentuée depuis le début de l'année, démontrant une fois de plus l'attraction exercée sur les anciens par le Syndicalisme chrétien.

— RENOUVELLENT LEUR CONFIANCE AUX MEMBRES DU CONSEIL ET DU BUREAU et leur demandent instamment de continuer à défendre leurs intérêts auprès de toutes les instances syndicales, professionnelles ou gouvernementales.

— REGRETTENT que les améliorations apportées au sort des retraités, à la date du 1^{er} janvier 1960, se situent très au-dessous du niveau espéré, compte tenu de la situation économique actuelle et du rapport salaires/prix tel qu'il est officiellement constaté.

— PRENNENT acte néanmoins des propositions récentes de la S.N.C.F. en ce qui concerne la modification profonde des structures de rémunération des cheminots qui, en tout état de cause, doit avoir une répercussion directe sur le calcul des retraites et demandent à leurs dirigeants qualifiés, ainsi qu'à la Fédération de demeurer très vigilants sur cette question, afin que les droits des retraités soient respectés.

— RAPPELLENT, sans qu'il soit besoin de le détailler, leur programme que tous les adhérents connaissent :

— Amélioration du coefficient Salaires-Retraites ;
— Priorité à donner aux petits pensionnés et aux veuves ;
— Amélioration du régime des facilités de circulation ;
— Octroi des bonifications de Campagne aux Anciens Combattants ;
— Augmentation de l'allocation au décès servie par la Caisse de Prévoyance,

pour ne citer que les revendications les plus importantes.

— SE DECLARENT indéfectiblement attachés au Syndicalisme Chrétien pour l'épanouissement duquel ils ont combattu pendant leurs jeunes années en dépit des obstacles de toutes sortes rencontrés dans l'accomplissement de leur mission qu'ils ont toujours considérée comme imprescriptible et sacrée.

INTERVENTION DE A. NICOLAS

Secrétaire général adjoint de la Fédération

NICOLAS, au nom du B.F., explique que dans toutes les discussions sur les salaires, la Fédération s'efforce de faire augmenter la part à attribuer aux retraités et que ses buts sont :

1° De rétablir une situation altérée au cours des années précédentes ;
2° D'améliorer par tous les moyens la situation des retraités et obtenir un mieux-être pour tous.

Il donne l'assurance formelle du soutien de la Fédération pour un maximum de collaboration avec les retraités et aussi les cadres.

TOURNEES DE PROPAGANDE

SIRURGUET parle des tournées de propagande et met l'accent sur les difficultés que nous rencontrons, soit manque de militants, soit manque de moyens matériels. Il pense qu'en groupant les réunions dans un secteur déterminé on pourrait réduire les frais et obtenir une présence accrue de nos adhérents.

Il invite tous les responsables à participer à la propagande dans la mesure de leurs moyens, à être plus dynamiques, à nous faire connaître et à refuser certaines affirmations de nos rivaux.

Il faut dire partout qu'une association composée uniquement de retraités, sans attache avec une Fédération d'actifs, est inefficace. Sans les actifs, rien pour les retraités.

RAPPORTS AVEC LA FEDERATION

Il commente ensuite les dispositions envisagées pour l'intégration organique de notre Union dans la Fédération.

DERVILLEZ donne des précisions sur les nouveaux statuts qui nous sont proposés et, répondant à une question qui lui a été posée, déclare, documents juridiques en mains, que les groupes locaux de retraités ne peuvent recevoir le statut d'autonomie accordé aux syndicats par la loi de 1884.

PAILLIEUX déclare que dans ces conditions l'opération envisagée ne peut être réalisée; il propose de s'en tenir au « statu quo », les relations avec la Fédération pouvant être déterminées par voie de Convention.

NICOLAS rappelle que les statuts proposés ne sont pas définitifs et que la Fédération en est seulement au stade des études.

PAILLIEUX demande à l'Assemblée de s'en remettre à son bureau pour étudier la question.

Etant entendu que rien ne sera définitif sans l'avis d'une Assemblée générale extraordinaire qui pourra se réunir en octobre. Proposition adoptée.

INTERVENTIONS DIVERSES ET BONIFICATIONS DE CAMPAGNE

MULARD, de l'U.F.C., se déclare agréablement surpris de l'animation de nos discussions et fait l'éloge de la Fédération d'Industrie à laquelle nous appartenons et où il n'y a pas de différences catégorielles.

HARDION intervient en faveur des anciens cheminots du Maroc et NICOLAS lui répond que ces questions sont suivies de très près par la Fédération.

Un mot de PAILLIEUX et SIRURGUET sur les bonifications de campagne. Le bureau va demander aux organisations de cheminots intéressées de porter l'affaire à l'échelon du Gouvernement, et s'il le faut, devant le Chef de l'Etat.

Court exposé de DELSERT sur la Maison Familiale de Vacances dont il est l'âme. Cette maison pratique des tarifs variant entre 50 et 60 % des prix en usage dans la région. Il faut donc, pour qu'elle vive, que pas une chambre ne reste libre. Venez nombreux, vous ne regretterez pas votre séjour.

Puis c'est l'adoption à l'unanimité de la résolution que vous trouverez d'autre part.

Et maintenant, tous au travail pour la prospérité et le rayonnement de notre Union et venez encore plus nombreux à notre prochaine assemblée.

H. CADET,

Secrétaire Général Adjoint.

LOCATION

APPARTEMENT A LOUER

à BLONVILLE-SUR-MER (Calvados).
Comprenant : 1 cuisine avec évier et chauffe-eau, 1 salle à manger avec possibilité de mettre un divan-lit, 2 chambres à coucher avec lits de deux personnes et lavabo dans chaque chambre.
Possibilité d'utiliser le téléphone du propriétaire.
Garage pour une voiture.
Prix : 500 NF pour un mois, 1.000 NF pour deux mois (juillet-août), 1.200 NF pour la saison. Prix net (eau et électricité comprises).
S'adresser à : M. PAILLIEUX à Colombes (Seine), CHA. 24-08.

■ Syndiqué C.F.T.C. offre à cheminot retraité C.F.T.C. actuel ou prochain la jouissance d'une MAISON rurale indépendante mais assez isolée : 3 pièces, dépendances, jardin en bordure de rivière contre garde d'une propriété et quelques heures d'entretien (Eure).
Ecrire à LENORMAND, 12, avenue des Gobelins, Paris 5^e.

Notre ami
Gaston CHARPENTIER
Chevalier de la Légion d'Honneur



PAR décret du 13 avril 1960, M. le Ministre du Travail a bien voulu nommer notre excellent ami Gaston CHARPENTIER, au grade de Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Ce vieux militant, l'un des fondateurs de la C.F.T.C. dans l'arrondissement de Valenciennes, dont il est Président d'honneur de l'Union d'Arrondissement, a prodigué sans réserve son dévouement pendant quarante années, non seulement pour la cause des cheminots, mais encore pour celle de la C.F.T.C. tout entière.

Il était, dans notre Union Fédérale, un conseiller éclairé et écouté et beaucoup de nos camarades ont eu l'occasion de le connaître lors des Congrès.

Bien que se déplaçant très difficilement, il a cependant accompli le pénible effort de venir de Valenciennes à Paris, pour assister à notre Assemblée générale du 7 mai, où l'annonce de sa promotion a soulevé une émouvante ovation.

L'Union Fédérale tout entière lui adresse, pour la circonstance, ses très chaleureuses félicitations et lui renouvelle l'expression de son indéfectible amitié.

La Médaille
des Syndicats professionnels
à notre ami :

Gaston HAILLANT

Nos militants sont à l'honneur. Après Gaston CHARPENTIER, c'est notre ami Gaston HAILLANT (le prénom y serait-il pour quelque chose ?) qui vient de recevoir à son tour une distinction amplement méritée, sous la forme de la Médaille d'Argent des Syndicats professionnels, qui a bien trop tardé à lui être décernée.

Point n'est besoin de présenter notre ami ; tant en activité qu'en retraite, il a parcouru la France et chacun d'entre nous a pu apprécier son dévouement, sa compétence, et l'énergie qu'il apporte à défendre les causes qui lui sont confiées.

Le diplôme lui a été remis par le président fédéral, au cours d'une cérémonie intime, le 4 mai et notre Assemblée générale du 7 lui a fait une ovation méritée.

Toutes nos félicitations, cher ami HAILLANT, dont l'éclat de la distinction comme celui de celle de Gaston CHARPENTIER, rejaillit sur l'Union fédérale tout entière.

LE CHEMINOT DE FRANCE

REDACTION et ADMINISTRATION
26, rue de Montholon, 26
PARIS (IX^e)

Téléphone : TRUdaine 91-03

Compte chèque postal :

Fédération - Paris 26-44

Abonnement annuel : 5 NF

(compris dans la cotisation syndicale)

POUR LA PUBLICITE
s'adresser

AGENCE PUBLICAT

24, bd Poissonnière - PARIS (9^e)

Téléphone : PROvence 86-51



Le Gérant :
Maurice DUBOIS

IMPRIMERIE SPECIALE
du « CHEMINOT DE FRANCE »

5, rue du Cornet, Le Mans - 43.819

Travail exécuté par des syndiqués